Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAU-BÉARN-PYRÉNÉES
COMMUNE DE RONTIGNON

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU LUNDI 3 JUIN 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 3 juin, à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal de la commune de Rontignon, légalement convoqués (convocation du 27 mai 2019), se sont réunis dans le lieu habituel de leur séance sous la présidence de monsieur Victor **Dudret**, maire de la commune.

Présents (8)..: mesdames Maryvonne **Bucquet**, Brigitte **Del Regno**, Véronique **Hourcade-Médebielle**, Isabelle **Paillon**, Martine **Pasquault** et messieurs Tony **Bordenave**, Victor **Dudret** et Patrick **Favier**.

Excusés (3)...: messieurs Romain **Bergeron** (dont pouvoir est donné à monsieur Tony **Bordenave**), Georges **Metzger** (dont pouvoir est donné à monsieur Victor **Dudret**) et Bruno **Zié-Mé** (dont pouvoir est donné à madame Brigitte **Del Regno**).

Ordre du jour :

► Compte rendu des décisions prises par le maire dans le cadre des délégations reçues en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- **Groupement de commandes permanent pour des travaux de marquage routier :** signature de la convention avec la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) le 21 mai 2019 ;
- **Branchement électrique d'un défibrillateur sur le coffret du réseau radio du syndicat mixte "La Fibre 64" :** signature de la convention le 21 mai 2019 ;
- **Réhabilitation de l'école maternelle :**
  - signature de la mission de contrôle technique de construction avec la société APAVE,
  - signature de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs avec la société Calestreme CS ;
- **Personnel communal :**
  - embauche en contrat à durée déterminée (CDD) d'un agent technique,
  - recrutement d'une agente administrative à temps partiel,
  - démission d'un agent technique.

► Délibérations n° 61 et 62-2019-06 :

61-2019-06 - **Plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal** : avis de la commune de Rontignon sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté en conseil communautaire du 28 mars 2019 – Rapporteur : Véronique **Hourcade-Médebielle** ;

62-2019-06 - **Rapport final de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 29 avril 2019** : approbation – Rapporteur : Victor **Dudret** ;

► Informations et débats :

- **Déchets ménagers** : projet de la nouvelle sectorisation des collectes mise en œuvre à compter du 16 septembre 2019 ;
- **Personnel communal - mise en place du compte épargne-temps (CET)** : validation du projet de délibération fixant les modalités de gestion du compte épargne-temps (CET) et saisine du comité technique intercommunal pour avis ;
- **Sécurisation d'un accès à la Cassourade** : passage entre le foyer et l'école maternelle ;

Monsieur le maire constate le quorum en raison de la présence de huit membres en exercice du conseil municipal ; les délibérations peuvent donc légalement être prises. Sur proposition de monsieur le maire, le conseil :

ADOPTE ***à l'unanimité et sans observation le procès-verbal du conseil municipal précédent (6 mai 2019) ;***

DÉSIGNE ***la secrétaire de séance : madame Brigitte Del Regno.***

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS REÇUES EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (CGCT)

- **Groupement de commandes permanent pour des travaux de marquage routier**
  Par délibération n° 55-2019-05 du 6 mai 2019, le conseil a approuvé l'adhésion de la commune au groupement de commandes permanent pour des travaux de marquage routier et a accepté que le rôle de coordonnateur soit dévolu à la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP).
  Le maire rend compte au conseil de la signature de la convention d'adhésion à ce groupement de commandes le 21 mai 2019 puis rappelle que la consultation est lancée pour ce marché en vue de sa mise en œuvre opérationnelle à compter de septembre 2019.

- **Branchement électrique d'un défibrillateur sur le coffret du réseau radio du syndicat "La Fibre 64"**
  Un défibrillateur est installé au hameau sur la placette de l'ancienne école et est alimenté par un piquage électrique sur l'armoire électrique de l'installation WiMax du département. Le syndicat mixte "La Fibre 64" ayant pris compétence sur ce réseau, une convention a été signée le 21 mai 2019 pour permettre la continuité d'alimentation du défibrillateur. Le maire indique que le syndicat mixte a accordé la gratuité pour ce branchement.

- **Réhabilitation de l'école maternelle :**
  - ***Signature de la mission de contrôle technique de construction***
    Dans le cadre de l'opération de réhabilitation et d'extension de l'école maternelle (tranche conditionnelle n°1), il est nécessaire de faire appel à un bureau de contrôle technique pour assurer le contrôle technique de la construction. La société APAVE avait été conventionnée pour la tranche ferme de travaux et a été donc sollicitée dans la continuité pour assurer cette mission. Son offre ressort à **1 838 € HT** et s'avère économique au motif que toutes les analyses de dossier ont été déjà réalisées car le permis de construire initial comprenait la tranche conditionnelle à venir. La convention de mission a été signée le 9 mai 2019.
  - ***Signature de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs***
    Dans le cadre de l'opération de réhabilitation et d'extension de l'école maternelle (tranche conditionnelle n°1), il est nécessaire de faire appel à un bureau spécialisé pour assurer la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. La société Calestreme CS avait été conventionnée pour la tranche ferme de travaux et a donc à nouveau été sollicitée pour la poursuite de la mission dans le cadre de la réalisation de la tranche conditionnelle n°1 des travaux. Son offre ressort à **920,00 € HT** et s'avère économique en raison de sa connaissance antérieure du dossier de travaux. La convention de mission a été signée le 3 mai 2019.

- **Personnel communal :**
  - ***Embauche en contrat à durée déterminée d'un agent technique***
    Par délibération n° 26-2019-03 du 6 mars 2019, le maire a été autorisé à signer des contrats de travail pour remplacer un fonctionnaire ou un agent contractuel momentanément indisponible conformément aux termes de contrats de travail à durée déterminée établis en application des dispositions législatives relatives à la fonction publique territoriale. Il rend compte au conseil de l'embauche d'un agent technique en renfort aux services techniques pour suppléer l'arrêt maladie de l'agent titulaire (jusqu'au vendredi 14 juin 2019). Le contrat a été conclu pour 35 heures par semaine, a pris effet le lundi 27 mai 2019 et se terminera le vendredi 21 juin 2019.
  - ***Recrutement d'une agente administrative à temps partiel***
    Suite à la mutation de la secrétaire adjointe dans une nouvelle commune avec un temps de travail supérieur et à son départ, il a été procédé au recrutement d'une nouvelle agente administrative à temps partiel. Cette personne a été recrutée avec le concours du centre de gestion des Pyrénées-Atlantiques pour 16 heures de travail par semaine à compter du 1er juin 2019 ; elle travaillera les lundis et jeudis de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00.
  - ***Démission de l'agent technique titulaire***
    L'agent technique titulaire a présenté sa démission au maire le lundi 3 juin 2019. Cette démission a été acceptée ; la date de radiation des cadres a été fixée au dimanche 9 juin 2019. Ainsi, une procédure de recrutement d'un nouvel agent technique sera-t-elle organisée avec le concours du centre de gestion des Pyrénées-Atlantiques.

DÉLIBÉRATIONS (2)

61. DÉLIBÉRATION 61-2019-06 - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) INTERCOMMUNAL : AVIS ET OBSERVATIONS DE LA COMMUNE DE RONTIGNON SUR LE PROJET ARRÊTÉ EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE 28 MARS 2019.

RAPPORTEUR : VÉRONIQUE HOURCADE-MÉDEBIELLE.

Madame **Hourcade-Médebielle** rappelle à l'assemblée que par délibération n°21 du 28 mars 2019, le conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal (délibération annexée à la présente note explicative). Conformément aux articles L. 153-15 et R. 153-5 du code de l'urbanisme, la commune dispose d'un délai de 3 mois à compter de l'arrêt du projet (soit jusqu'au 28/06/2019) pour rendre un avis sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal. Cet avis est rendu par le biais d'une délibération en conseil municipal.

Il convient de noter que le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal n'impacte pas significativement le plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur sur la commune. En effet, le plan local d'urbanisme (PLU) actuellement opposable est le fruit d'une récente révision qui a pris en compte tous les documents supérieurs qui s'imposent aujourd'hui au plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal. Les évolutions notables sont celles qui prennent en compte le programme local de l'habitat (PLH), le plan des déplacements urbains (PDU) et enfin le plan climat-air-énergie territorial (PCAET).

Comme indiqué plus haut, avant la mise en œuvre de ce nouveau et unique document d'urbanisme pour toute l'agglomération en janvier 2020, ce projet doit être soumis à différents avis (services de l'État, habitants via l'enquête publique, personnes publiques associés).

Madame **Hourcade-Médebielle** souligne ensuite plusieurs points relatifs au plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal :

- le projet a pour vocation de donner le cadre du développement et de l'aménagement du territoire dans un souci de développement durable et fixe les dispositions réglementaires applicables à toute parcelle pour l'instruction du droit des sols. Il viendra remplacer les documents d'urbanisme communaux. Il fixera de manière commune les règles du jeu en matière d'urbanisme pour les 10-15 années à venir ;
- le rôle de ce plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal est de garantir une meilleure cohérence des politiques publiques par la planification du développement urbain sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Il s'agit ainsi d'éviter l'étalement urbain et de faciliter le quotidien des habitants.

Aussi, les 31 communes de l'agglomération se sont-elles engagées dans la même dynamique pour un projet de développement urbain soucieux d'un équilibre entre le développement de logements, d'entreprises, d'équipements et la préservation de la qualité de vie.

Avant approbation définitive en décembre 2019, le projet de plan local d'urbanisme intercommunal doit être soumis à validation administrative. Le calendrier suivant est établi :

- **d'avril à début juillet 2019 : consultation du projet par les personne publiques associées, les personnes publiques et les 31 communes de l'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées.**
  Le projet arrêté est transmis aux personnes publiques associées (services de l'État, organismes consulaires, conseil départemental), aux personnes publiques (communes et communautés de communes limitrophes à l'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées) et aux 31 communes de l'Agglomération. Ces trois entités ont trois mois pour donner leurs avis et réserves sur ce projet.
- **septembre 2019 : l'enquête publique.**
  Le projet arrêté, enrichi des avis des personnes publiques associés, est ensuite soumis à une enquête publique. Cette dernière consultation du public dure 30 jours. Les habitants peuvent alors faire part de leurs observations et remarques sur le projet plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal à une commission d'enquête. Le détail des lieux, dates et horaires des permanences sera communiqué d'ici l'été 2019.
- **novembre à décembre 2019 : intégration des avis.**
  Une fois les personnes publiques associées et le public consultés, le projet arrêté du plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal est modifié une dernière fois pour tenir compte des remarques retenues. L'approbation définitive du plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal en conseil communautaire est prévue en décembre 2019, pour une mise en œuvre dès janvier 2020.

Suite à la délibération du conseil communautaire en date du 16 mars 2017 ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) et défini les modalités de la concertation, le projet a été élaboré en co-construction avec les 31 communes, avec la participation des citoyens et des acteurs du territoire et en relation avec notamment l'État, le syndicat mixte du Grand Pau et la Chambre d'Agriculture.

À l'issue de la phase d'élaboration du projet d'aménagement et de développement durables intercommunal (PADDi), conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, notre conseil municipal, comme celui de l'ensemble des communes membres de la CAPBP, a tenu un débat sur les orientations générales de ce document, formalisé par la délibération n°07-2018-02 du 1er mars 2018. Le conseil communautaire a également tenu un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) intercommunal tenant compte des observations des communes lors de sa séance du 31 mai 2018.

S'en est suivie la phase d'écriture de l'ensemble des pièces réglementaires, aboutissant à la constitution du projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal. Celui-ci a été arrêté par le conseil communautaire lors de sa séance du 28 mars 2019.

L'élaboration du projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées a été guidée par :

- les grandes ambitions politiques des élus du territoire, déclinées au sein du projet d'aménagement et de développement durables intercommunal ;
- des dispositions réglementaires et spatiales de rang supérieur.

Durant ces dernières années, le rôle et le contenu du document d'urbanisme ont évolué de façon significative à travers plusieurs textes législatifs et réglementaires qui ont notamment mis en exergue la nécessaire préservation des espaces naturels et agricoles et la lutte contre l'artificialisation des sols.

Le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) est constitué des documents suivants :

- un rapport de présentation qui comporte un diagnostic, un état initial de l'environnement, une justification des choix ainsi qu'une évaluation environnementale ;
- un projet d'aménagement et de développement durables intercommunal ;
- un règlement qui délimite les zones urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles et qui fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones ;
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles ;
- des annexes.

Le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté s'appuie sur les caractéristiques majeures du territoire qui ont fondé les choix de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) pour les dix ans à venir.

Le territoire palois apparaît dans ses tendances démographiques, sa structure socio-économique et ses dynamiques territoriales semblable aux villes de rang et de situation semblables. Son caractère de ville intermédiaire située hors des zones d'influence métropolitaines lui impose de créer les conditions de son propre développement. Il peut et doit pour cela s'appuyer sur ce qui semble être la véritable originalité du territoire : ses qualités paysagère, environnementale et patrimoniale et la complémentarité entre zones urbaines et zones rurales.

Le projet de territoire est fondé sur ce double constat. Il fait du mode d'occupation des sols et de l'optimisation de sa richesse et de ses spécificités, une politique territoriale en soi.

En outre le projet cherche à renforcer la cohésion du territoire en valorisant et rendant perceptibles les identités rurales et urbaines et en favorisant les échanges entre elles. S'appuyant sur le cadre de vie et le caractère endogène de son développement, il favorise le maintien et le développement des populations et des entreprises en considérant des dynamiques de flux, de parcours et permettant l'accès à un bon niveau d'équipement pour tous les habitants.

Enfin, le projet de territoire appréhende toutes ses actions comme des leviers en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la transition énergétique.

Des orientations majeures sont déclinées à travers les différentes pièces du projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal de l'agglomération paloise :

► Rationaliser les modes d'occupation et d'utilisation des sols

La richesse paysagère, environnementale et agricole du territoire fait l'originalité de ce territoire. Ses composantes urbaines et rurales en font sa richesse.

Le projet a voulu consacrer cette originalité et valoriser sa richesse :

- en lui donnant un caractère prioritaire dans l'approche et la structuration du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) intercommunal : la rationalisation des modes d'occupation et d'utilisation des sols n'est plus une résultante mais un parti pris ;
- en réduisant l'ouverture à tout projet de développement au strict besoin identifié : les surfaces ouvertes à l'urbanisation n'excéderont pas les besoins ;
- en distribuant et organisant les droits à construire de façon à permettre de renforcer la caractère urbain du cœur de pays et prioritairement de son centre d'agglomération (rayonnement des équipements, biens et services, densités, compacité, intensités, résorption de la vacance, reconversion des friches, développements d'activités tertiaires supérieures, transports collectifs, architectures contemporaines..) mais aussi à renforcer le caractère rural des secteurs périurbains (regroupement autour d'une masse de population permettant maintien, mutualisation et développement d'une offre de proximité et de quotidienneté, valorisation du patrimoine vernaculaire, développement de l'agriculture, protection des paysages, connexion à la fibre...) ;
- en posant l'idée d'une "infrastructure verte" composée de ses trames vertes et bleues, de ses grands paysages, de ses massifs boisés. Cette notion d'infrastructure verte permet de considérer ces espaces non plus comme des vides, supports potentiels de développement ou espaces résiduels du développement, mais constituent en soi un équipement du territoire, à préserver, valoriser, intensifier ;
- en fixant un nouveau modèle de développement cherchant à la fois à optimiser la rente foncière pour ses caractéristiques propres (agronomiques, situationnelles...) ou pour son niveau d'équipement, et à rendre dérogatoire toutes nouvelles formes d'extension et d'artificialisation. Les besoins seront prioritairement pourvus en centralité, à défaut en franges, selon des opérations d'intensification ou de renouvellement, et à défaut seront excentrés dans des secteurs identifiés (zones d'aménagement commercial, zones d'activités économiques, hameaux).

► Fonder le projet de territoire autour de valeurs de cohésion, de dynamisme et de durabilité

Le projet a ensuite cherché à valoriser cette richesse territoriale en renforçant identité et complémentarité :

- les contours des composantes urbaines et rurales sont rendues lisibles et qualitatives. Les entrées d'agglomération sont renouvelées dans leur morphologie, dans les formes et paysages urbains, dans les fonctions et occupations des sols. Les lisières sont identifiées et permettent des transitions douces ;

- le caractère rural des campagnes est valorisé par des interventions sur le patrimoine vernaculaire et ses possibilités de valorisation/reconversion, le développement d'une agriculture prenant en compte les typologies des différents secteurs agricoles (Plaine du Pont-Long, coteaux de l'Entre-deux-Gaves, plaine du Gave de Pau, vallée de l'Ousse, coteaux Ouest) et le développement de réseaux de mobilités douces ;
- le renouvellement dans le périurbain/rural est rendu possible grâce à une offre de logements locatifs à l'échelle des secteurs périurbains.

S'appuyant sur le caractère endogène de son développement, le projet a cherché à répondre à tous les segments du parcours de vie des habitants et des entreprises :

- il donne des orientations notamment pour favoriser l'accueil des jeunes et des populations seniors ;
- au niveau économique, fort du regain du dynamisme économique du territoire, le projet promeut le développement des activités économiques dans les secteurs les plus attractifs notamment en frange nord du cœur de pays concomitamment et de manière complémentaire au réinvestissement des friches dans les zones d'activités économiques existantes ;
- au niveau des équipements commerciaux, une priorité est donnée à la revitalisation des commerces situés dans les centralités.

► Un projet de territoire pour répondre aux besoins de la population

Afin de répondre aux besoins en logements à horizon 2030 et selon les projections démographiques, le schéma de cohérence territoriale a fixé une production annuelle à 1 100 logements sur l'agglomération paloise, soit 11 000 logements sur une période de 10 ans (2020- 2030).

Au sein du cœur de Pays, la priorité est donnée au centre d'agglomération.

Sur le reste de l'agglomération, 5 communes ont des objectifs de production majorés par rapport aux autres communes :

- Gan, considérée comme "polarité majeure" (commune qui doit jouer un rôle important pour les bassins de vie périphériques) ;
- Artiguelouve, Denguin, Laroin et Poey-de-Lescar, définies comme "polarité intermédiaire".

Plusieurs principes ont guidé la construction du modèle de développement dans le but d'optimiser la ressource foncière :

- optimiser les potentiels de constructibilité dans le centre d'agglomération ;
- densifier le reste du cœur de pays afin d'atteindre une production de 8 900 logements (dont 1 500 logements vacants à remettre sur le marché) ;
- dans les secteurs périurbains : densifier le tissu urbain existant et ouvrir à l'urbanisation en épaississement de ce tissu urbain si l'objectif de production de logements sur 2020-2030 n'est pas réalisable.

► Des efforts manifestes pour réduire l'artificialisation du territoire

Conformément aux dispositions légales et aux orientations portées dans le schéma de cohérence territoriale (ScoT), pour mener à bien son projet de territoire, la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) a fixé des objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Sur les 10 dernières années (2005-2015), la consommation foncière sur la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) est estimée à environ 70 ha / an. L'habitat est le principal secteur consommateur d'espaces agricoles et naturels entre 1998 et 2015 : il représente 69 % de l'artificialisation. Cette artificialisation des terres s'est notamment faite au détriment des espaces agricoles (plaine du Pont-Long, frange des espaces urbains, coteaux…).

Avec le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal, environ 1 300 ha de foncier sont reclassés en zone naturelle ou agricole par rapport aux plans locaux d'urbanisme (PLU) communaux en vigueur et on permet une baisse de 50 % de la surface dotée de droits à construire du logement dans l'agglomération.

Tout au long de la démarche d'élaboration du dossier, le plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal a fait l'objet d'une concertation décrite dans le bilan de la concertation en annexe de la délibération du conseil communautaire du 28 mars 2019.

S'ouvre désormais la phase de consultation officielle de l'ensemble des personnes publiques associées et organismes concernés, appelés à faire connaître leurs observations éventuelles sur le projet du plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté, dans un délai maximal de 3 mois. Durant cette même période, les communes membres de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) sont également appelées à faire part de leurs observations éventuelles sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal, conformément aux dispositions des articles L153-15 et R153-5 du code de l'urbanisme.

La présente délibération vise à formaliser les observations qu'émet la commune de Rontignon sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté et à exprimer un avis sur ce projet.

Le rapporteur lance le débat et demande aux membres du conseil de bien vouloir formuler leurs observations. Les observations formulées par l'assemblée sont les suivantes :

► Observations générales :

- Les entrées d'agglomération dites "secondaires", même si elles ne portent pas les mêmes enjeux que les entrées dites principales (route de Bayonne, Bordeaux, Tarbes et Gan), n'ont pas été formellement traitées pour envisager leur requalification (orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques). La commune de Rontignon estime qu'elles sont également porteuses d'enjeux qui auraient mérité un travail de requalification pour une meilleure lisibilité (la route de Morlaàs, la RD 802 à Jurançon, la RD 937 à Meillon et la RD 37 à Rontignon) ;

- L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) "Berges du Gave" aurait mérité de porter une ambition plus grande compte tenu des enjeux supportés par le Gave de Pau, trait d'union au sein de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP). Il aurait pu y être insisté sur les grands équilibres paysagers afin de les révéler, sur les espaces urbains pour les qualifier et enfin qualifier les entrées et les axes de vue du site. La succession de cartes commentées sur le linéaire du parcours du Gave de Pau au sein de l'agglomération ne permet pas de valoriser les grands ensembles paysagers. Conforter les grands équilibres paysagers et environnementaux des berges du Gave de Pau par les activités agricoles et/ou maraîchères n'est pas suffisamment appuyé comme il n'est pas fait suffisamment mention des coupures vertes du site pour contenir le développement urbain dans des limites lisibles. Le développement d'un réseau important de parcours dans cet ensemble n'est pas clairement abordé ;
- L'approche sectorielle pose souci en ce sens que le secteur Sud-Est rassemble des communes situées sur les deux rives du Gave de Pau et n'intègre pas la commune de Mazères-Lezons pour la rive gauche ; de plus Mazères-Lezons, qui n'est pas spécialement située "infra-rocade" apparaît dans le cœur de Pays défini par le périmètre de la rocade ;
- L'objectif de production de logement est surévalué car il ne prend pas en compte le départ des communes d'Assat, de Narcastet, de Caubios et de Momas lors de la fusion des communautés de communes Gave et Coteaux et Miey-de-Béarn avec la communauté d'agglomération Pau-Pyrénées (CAPP) en 2017. En outre, certaines répartitions mériteraient d'être reprises car ne correspondant pas aux prescriptions du schéma de cohérence territoriale (SCoT) (exemple de la commune de Gan).
- L'extension des zones économiques au-delà de la rocade dans un secteur de terres agricoles à fortes valeurs agronomiques interroge d'autant plus que le réseau des transports urbains ne semble pas devoir être développé dans ce secteur (voir plan de déplacements urbains (PDU)).

► **Observations propres à la commune de Rontignon**

Le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté reprend la politique qui avait présidé à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) communal en 2015 et qui avait abouti au document d'urbanisme en vigueur. Cependant, on peut noter les points suivants :

- la disparition au document de zonage du secteur de risque de remontée de nappe ;
- un inventaire des bâtiments identifiés au titre d'un changement de destination qui mériterait d'être à nouveau analysé car il présente des lacunes ;
- le règlement renvoie systématiquement au règlement du plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) pour les clôtures en zone inondable ; ainsi, les avancées obtenues par la commune lors la révision de son plan local d'urbanisme (PLU) pour sortir du "tout grillage" passent-elles à la trappe. Il serait souhaitable de reprendre la formulation retenue dans le règlement actuel de la commune, formulation qui avait obtenu l'aval des services de l'État.

Il en ressort que la commune de Rontignon considère que les orientations et outils proposés dans le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal arrêté sont adaptés au développement de son territoire même si des corrections mériteraient encore d'être apportées pour une meilleure lisibilité.

Le rapporteur rappelle qu'au terme de la phase de consultation des personnes publiques associées, des organismes concernés et des communes, s'ouvrira à l'automne prochain l'enquête publique pour une durée de 30 jours consécutifs minimum.

Le projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal qui pourra être modifié pour tenir compte des différents avis et observations qui auront été joints au dossier d'enquête publique, des remarques et des propositions formulées par la population pendant l'enquête publique et du rapport de la commission d'enquête, sera soumis pour approbation au conseil communautaire lors de sa séance prévue en fin d'année 2019, conformément aux dispositions de l'article L153-21 du code de l'urbanisme.

Monsieur le maire, après que le conseil ait largement débattu du projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal, demande au conseil de bien vouloir se prononcer.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir largement débattu,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L.5216-5 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 à L.103-6, L.104-1 à L.104-3, L.141-1 à L.141-26, L.144-2, dans sa rédaction antérieure à la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté, L.151-1 à L.153-30, R.151-2, R.104-28 à R.104-33, R.151-1 à R.151-53 et R.152-1 à R.153-21 ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II ;

Vu la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 décembre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises, et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 dite égalité et citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ÉLAN ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Pau-Pyrénées approuvés le 31 décembre 1999 et modifiés le 4 décembre 2015, et notamment la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ;

Vu le document d'urbanisme actuellement en vigueur sur le territoire de la commune de Rontignon ;

Vu la délibération du 17 décembre 2015 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble du territoire de la communauté d'Agglomération Pau-Pyrénées qui comprenait alors 14 communes ;

Vu la délibération du conseil communautaire de l'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées du 16 mars 2017 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal à l'échelle des 31 communes du territoire de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) ;

Vu le procès-verbal des débats ayant eu lieu en conseil communautaire le 16 mars 2017 sur une première version du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) intercommunal ;

Vu le débat sur les orientations générales du projet de projet d'aménagement et de développement durables (PADD) intercommunal tenu lors de la séance du conseil municipal de la commune de Rontignon du 1er mars 2018 formalisé par la délibération n°07-2018-02 ;

Vu la délibération du conseil communautaire et le procès-verbal du 31 mai 2018 sur une version évoluée du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) intercommunal suite aux débats intervenus dans chaque commune ;

Vu la délibération du 28 mars 2019 par laquelle le conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation publique et a arrêté le projet de plan local d'urbanisme intercommunal ;

Considérant que conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme, la commune de Rontignon dispose d'un délai de trois mois à compter du 28 mars 2019 pour émettre un avis sur le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté ;

FORMULE ***un avis favorable accompagné d'observations au projet de plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal ;***

DONNE ***tous pouvoirs au maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.***

Vote de la délibération 61-2019-06 :

Nombre de membres	en exercice : **11**	présents : **8 dont 3 avec pouvoir**	
Nombre de suffrages	**pour**	**contre**	**abstentions**
	11	**0**	**0**

62. DÉLIBÉRATION 62-2019-06 - RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) DU 29 AVRIL 2019 : APPROBATION PAR LA COMMUNE.

RAPPORTEUR : VICTOR DUDRET.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité (communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) en l'occurrence) ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique (FPU). Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières.

Monsieur le maire présente la synthèse du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) annexé au présent procès-verbal. Il précise que :
- l'attribution de compensation définitive 2018 a été fixée à **128 455,00 €**,
- l'attribution de compensation provisoire 2019 avant nouveaux transferts est fixée à **128 455,00 €**.

Après avoir précisé que le président de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) a notifié le rapport final de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) reprenant :
- les montants des charges transférées dans chaque domaine de transfert,
- le montant définitif de l'attribution de compensation de la commune au titre de l'exercice 2018,
- les montants d'attribution de compensation provisoire 2019 avant la prise en compte des nouvelles charges qui sont transférées au 1er janvier 2019 (petite enfance, Palais des Sports, CLIC-MAIA PAP, Orchestre de Pau, Habitat-Nouvelles actions, Eaux pluviales urbaines),

et que ce rapport doit être soumis au conseil municipal, monsieur le maire demande au conseil de se prononcer.

Le conseil municipal, sur le rapport de monsieur Victor **Dudret**, maire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts, notamment en son article 1609 noniès C ;

Vu le rapport définitif de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) du 29 avril 2019 ;

Considérant :
- que, conformément aux dispositions de l'article 1609 noniès C IV du code général des impôts, une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été créée entre la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP), établissement public de coopération intercommunale, et ses communes membres, dont la mission est d'évaluer les montants des transferts de charges ;

- que la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) s'est réunie le 27 juin, le 29 octobre, le 12 décembre 2018 et le 29 avril 2019 afin de valoriser les charges transférées par les communes au 1er janvier 2018 et de fixer les montants des charges transférées dans chaque domaine de transfert ;
- que le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les transferts susvisés ;
- que l'application de cette méthode conduit à un montant définitif net total de l'attribution de compensation versée à la commune de Rontignon de **128 455 €** pour l'année 2018 ;
- que la synthèse des propositions d'évaluation des charges transférées par la CLECT conduit à un versement d'attributions de compensation définitif de **22 368 148,64 €** sur le territoire de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) en 2018 ;
- que le montant d'attribution de compensation provisoire 2019 avant prise en compte de nouvelles charges qui seront transférées en 2019 s'élève à **25 931 244,92 €** sur le territoire de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) dont **128 455 €** pour la commune de Rontignon ;

après en avoir largement délibéré :

APPROUVE ***le rapport définitif de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 28 avril 2019 joint en annexe,***

AUTORISE ***en conséquence monsieur le maire ou son représentant à signer tous documents afférents,***

PRÉCISE ***que la recette en résultant sera imputée au chapitre 73 (impôts et taxes), article 7321 (attribution de compensation) du budget.***

Vote de la délibération 62-2019-06 :

Nombre de membres	en exercice : **11**	présents : **8 dont 3 avec pouvoir**	
Nombre de suffrages	**pour**	**contre**	**abstentions**
	11	**0**	**0**

INFORMATIONS

- **DÉCHETS MÉNAGERS : PROJET DE LA NOUVELLE SECTORISATION DES COLLECTES MISE EN ŒUVRE À COMPTER DU 16 SEPTEMBRE 2019.**

Monsieur le maire indique à l'assemblée que le projet de nouvelle sectorisation de la collecte des déchets a été présenté en mairie de Rontignon le mardi 21 mai et en bureau des maires de la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) le jeudi 23 mai 2019.

Avant la mise en œuvre en 2021 d'un nouveau modèle de gestion des déchets, il s'agit d'optimiser la collecte en apportant des améliorations aux pratiques actuelles tout en maintenant le même niveau de service aux usagers.

Les principes de simplification sont les suivants :
- regrouper les communes limitrophes pour limiter les jours de collecte différents sur un même village,
- simplifier le rattrapage des jours fériés en reportant systématiquement au samedi suivant,
- retenir le même créneau horaire pour les collectes des ordures ménagères et du tri sélectif,
- maintenir la possibilité de repasse pour les usagers à besoins spécifiques.

Pour le fonctionnement des services les améliorations retenues sont les suivantes :
- une économie de 40 000 km/an en réalisant moins de tournées,
- déterminer un interlocuteur unique par territoire.

Les perspectives de modification du planning hebdomadaire sont les suivantes :

- **Bourg et hameau :**
  - ordures ménagères : **transfert** du mercredi **au jeudi**,
  - tri sélectif : **transfert** du mardi semaine impaire au **mardi semaine paire** ;
- **Vallée Heureuse + secteur chemin des Crêtes et route de Piétat entre accès route du Hameau et Bosdarros :**
  - ordures ménagères : **transfert** du mercredi **au jeudi**,
  - tri sélectif : **transfert** du mercredi semaine paire **au lundi semaine paire**.

Pour ce qui concerne les professionnels de la commune (restaurant *Le Gaulois* et la maison d'accueil spécialisée (MAS) *Domaine des Roses*), le nouveau calendrier sera transmis. Si des repasses sont nécessaires, alors une solution sera mise en place qui aura un impact sur la redevance spéciale.

La commune, compte tenu des transferts de jours de ramassage envisagés ne fera pas l'objet de collectes de transition.

La communication aux usagers sera réalisée par boîtage dans tous les foyers de la commune dans le courant de la 2e semaine de septembre, par publication au bulletin municipal (*Rontignon pratique*) et information sur le site Internet de la commune et Facebook.

Enfin, une opération visant à **changer les conteneurs de collecte** sera conduite après la mise en place de la nouvelle sectorisation dans l'objectif de faire bénéficier tous les usagers en "régie " des mêmes fonctionnalités. Il s'agit de mettre en place des conteneurs "pucés" (informations davantage pertinentes sur la collecte, retour d'informations rapide, etc.). Le changement se fera dans le courant de l'automne et l'annonce en sera faite début septembre. Les permanences d'échanges devraient être pratiquées le samedi matin.

- **PERSONNEL COMMUNAL - PROCÉDURE DE MISE EN PLACE DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET) : VALIDATION DU PROJET DE DÉLIBÉRATION FIXANT LES MODALITÉS DE GESTION DU CET ET SAISINE DU COMITÉ TECHNIQUE INTERCOMMUNAL POUR AVIS.**

Monsieur le maire expose que le compte épargne-temps (CET), en vigueur dans le code du travail pour les salariés du secteur privé, a été mis en place dans le cadre des lois AUBRY relatives à l'abaissement de la durée du travail à 35 heures.

Introduit au sein de la fonction publique de l'État par le décret n°2002-634 du 29 avril 2002, le compte épargne-temps (CET) a été institué dans la fonction publique territoriale par le décret n°2004-878 du 26 août 2004 (Journal Officiel du 28 août 2004), et vient compléter le dispositif d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) mis en place par le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pour les fonctionnaires et agents territoriaux.

Les dispositions relatives au compte épargne-temps (CET) ont été complétées par le décret du 28 mai 2015 susvisé, permettant à un agent public le don de jours de repos non pris, affectés notamment sur un compte épargne-temps (CET), à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade. Ce décret du 28 mai 2015 a récemment été complété par le décret n°2018874 du 9 octobre 2018, qui a étendu le don de jours de repos au bénéfice d'un agent public relevant du même employeur qui vient en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap.

Par ailleurs, le décret du 26 août 2004 a été récemment réactualisé par le décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018 qui apporte des modifications dans la conservation des droits acquis au titre d'un compte épargne-temps (CET) en cas de mobilité dans la fonction publique. En outre, ce décret du 27 décembre 2018 porte de 20 à 15 le seuil de jours inscrits sur le compte épargne-temps (CET), dans le cadre de son utilisation.

Pour résumer, le compte épargne-temps (CET) constitue un dispositif de report de de compensation financière des jours de congés non pris dans l'année, sous conditions. La mise en place des règles d'ouverture, d'alimentation, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps (CET) nécessite de recueillir l'avis du comité technique intercommunal.

Il s'agit donc de valider un projet de délibération, de le soumettre pour avis à la commission paritaire et enfin de délibérer après réception de cet avis pour terminer la procédure de mise en œuvre.

Monsieur le maire expose une synthèse de la règlementation afférente au compte épargne-temps (CET) puis présente le projet de délibération qui ne retient pas le principe de la compensation financière des jours épargnés (monétisation). Il propose que la seule utilisation possible soit sous la forme de jours de congés, l'autorité territoriale conservant la maîtrise du calendrier des congés au regard des nécessités de service.

Il soumet le projet de délibération à l'avis du conseil :

Projet de délibération

FIXANT LES RÈGLES D'OUVERTURE, DE FONCTIONNEMENT, DE GESTION, D'UTILISATION ET DE CLÔTURE DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

Le maire rappelle que les personnels territoriaux peuvent demander, sous certaines conditions, à bénéficier du report de certains jours de congé dans un compte épargne-temps.

Il indique que la réglementation fixe un cadre général ; cependant, il appartient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le détail des modalités d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent conformément à l'article 10 alinéa 1 n°2004-878 du 26 août 2004.

Le maire demande à l'assemblée délibérante de fixer les modalités d'application du compte épargne-temps dans la collectivité.

Il rappelle que les fonctionnaires titulaires et agents contractuels à temps complet ou à temps non complet qui sont employés de manière continue et qui ont accompli au moins une année de service pourront bénéficier d'un compte épargne-temps (CET).

L'OUVERTURE DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

L'ouverture du compte épargne-temps (CET) est de droit pour les agents et elle peut être demandée à tout moment de l'année.

Cette demande se fera par remise au maire du formulaire de demande d'ouverture annexé à la présente délibération.

Le maire accuse réception de la demande d'ouverture du compte épargne-temps (CET) dans un délai de 15 jours suivant le dépôt de la demande, notamment en cas de refus motivé d'ouvrir le compte épargne-temps (CET).

L'ALIMENTATION DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

Le compte épargne-temps (CET) est alimenté par :

- *Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement ;*
- *Le report de jours de récupération au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT).*

Le compte épargne-temps (CET) peut être alimenté dans la limite de 60 jours.

LA PROCÉDURE D'ALIMENTATION DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

La demande d'alimentation du compte épargne-temps (CET) par l'agent pourra se faire par le biais du formulaire de demande d'alimentation annexé à la présente délibération.

Elle devra être transmise au secrétariat de la mairie, gestionnaire du compte épargne-temps (CET), avant le 15 janvier.

Cette demande ne sera effectuée qu'une fois par an. Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

L'UTILISATION DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

Le compte épargne-temps (CET) peut désormais être utilisé sans limitation de durée.

Le service gestionnaire du compte épargne-temps (CET) informera l'agent chaque année de la situation de son compte épargne-temps (CET) avant le 15 février en utilisant le formulaire annexée à la présente délibération.

L'agent peut utiliser tout ou partie de ses jours épargnés dans le compte épargne-temps (CET), qu'il soit fonctionnaire titulaire ou contractuel, uniquement sous la forme de congés.

L'agent souhaitant utiliser des jours épargnés dans son compte épargne-temps (CET) sous forme de congés devra le demander selon les règles applicables aux congés annuels dans la collectivité.

LA CLÔTURE DU COMPTE ÉPARGNE-TEMPS (CET)

Le compte épargne-temps (CET) doit être soldé et clôturé à la date de la radiation des cadres ou des effectifs pour le fonctionnaire ou à la date de la radiation des effectifs pour l'agent contractuel.

Lorsque ces dates sont prévisibles, le maire informera l'agent de la situation de son compte épargne-temps (CET), de la date de clôture de son compte épargne-temps (CET) et de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de la clôture dans des délais qui lui permettent d'exercer ce droit, à l'aide du formulaire annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu le maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, après avis du comité technique intercommunal émis dans sa séance du ……. et après en avoir délibéré,

ADOPTE - *les propositions du maire relatives à l'ouverture, le fonctionnement, la gestion, la fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent mentionnés dans la présente délibération ;*
- *les différents formulaires annexés ;*

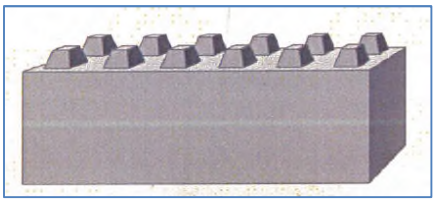
PRÉCISE - *que les dispositions de la présente délibération prendront effet au ……..* .

Il précise que les formulaires dont il est fait état dans la délibération seront aussi transmis à la commission paritaire mentionnée plus haut.

Après avoir répondu à toutes les questions posées, monsieur le maire requiert auprès de l'assemblée l'approbation de son projet.

Après en avoir débattu et à l'unanimité, le conseil approuve la formulation de la délibération projetée.

- **SÉCURISATION D'UN ACCÈS À LA CASSOURADE : PASSAGE ENTRE LE FOYER ET L'ÉCOLE MATERNELLE.**



Le maire rappelle qu'au cours de l'été 2018, la commune avait subi une occupation illicite de la Cassourade par un groupe des gens du voyage s'y étant introduit par un passage étroit entre le foyer et l'école maternelle.

Pour éviter toute nouvelle pénétration par cet espace entre les bâtiments, il propose de sécuriser cet accès par l'installation de blocs en béton éventuellement empilables sur plusieurs niveaux. Ces blocs peuvent être fournis par la société Daniel qui les livre en point unique, l'aménagement final étant à la charge de la commune (intervention d'un pelliste après préparation des emplacements).

Il présente le détail du système anti-intrusion en deux lignes qu'il propose. Le premier dispositif barre le passage dans l'angle du foyer laissant des intervalles de 150 et 120 cm avec les trottoirs. Le deuxième dispositif réduit la largeur de passage et empêche la traversée de la haie (3 ensembles). La position relative des blocs empêche toute manœuvre des ensembles articulés (fourgon ou voiture et caravane) en réduisant drastiquement les possibilités de manœuvre.

Il indique que ces blocs pourraient être habillés de structures bois en trompe l'œil (fausse guérite par exemple) et recevoir des planches pour servir de bancs.

Monsieur le maire présente la valorisation de sa proposition.

Après discussion le conseil donne son aval à monsieur le maire pour la mise en œuvre de ce système anti-intrusion.

Dimensions	Poids	Prix Unitaire	Q	TOTAL
180x60x60	1 600 kg	114 €	1	114,00
120x60x60	1 066 kg	94,70 €	/	/
90x60x60	800 kg	65 €	6	390,00
60x60x60	553 kg	60 €	1	60,00
			Prestation grue :	8,00
			Transport Rontignon :	60,00
			TOTAL HT :	632,00
			TVA 20 % :	126,40
			TOTAL TTC :	758,40

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.

Annexe à la délibération n°62-2019-06 du 3 juin 2019

KPMG

CA Pau-Béarn-Pyrénées

Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

29 avril 2019

Les points abordés sur cette réunion

- **Les points validés lors de cette réunion (compte rendu)** **03**
- **Périmètre et calendrier des travaux de la CLECT 2019** **04**
- **Rappel des scénarios retenus en pré-CLECT sur ces compétences** **08**
  - Petite Enfance 9
  - Palais des Sports 26
  - CLIC-MAIA-PAP 29
  - Orchestre de Pau Pays de Béarn 34
- **Approche méthodologique envisagée pour les nouvelles compétences à étudier en CLECT 2019** **40**
- **Annexes** **47**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les points validés lors de cette réunion compte rendu de la réunion

	Adoption évaluation conforme au droit commun	Proposition d'une correction dérogatoire des AC en lien avec la compétence	Condition de validation du rapport
Petite Enfance (p 25)	3 463 484€	3 139 880€	Unanimité
Palais des Sports (p 27)	370 290€	Sans objet	Unanimité
CLIC MAIA PAP (p 30)	111 400€	Sans objet	Unanimité
Orchestre de Pau	1 330 000€	758 000€	Adopté avec 2 abstentions et 2 votes contres

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Périmètre et calendrier des travaux de la CLECT 2019

Périmètre des travaux de la CLECT 2019

compétences	Date de transfert	Evaluation à produire ?	Propositions d'évaluation établies avec l'appui de …
CLIC MAIA PAP	**01/01/2019**	**Actualisation avec 2018**	**KPMG**
Petite Enfance	**01/01/2019**	**Actualisation avec 2018**	**KPMG**
Palais des Sports	**01/01/2019**	**Actualisation avec 2018**	**Direction Finances**
Orchestre de Pau	**01/01/2019**	**Actualisation avec 2018**	**Direction Finances**
Habitat – Nouvelles actions	**01/01/2019**	**Oui - 2019**	**KPMG** + Dir Habitat
Eaux Pluviales urbaines	**01/01/2019**	**Oui - 2019**	**Direction Eau**
Centre d'entrainement SP	01/01/2019	Sans enjeux	
Dev éco – Poltq locale commerce	01/01/2019	Sans enjeux	

Principes de correction des AC sur base évaluations présentés en pré-CLECT 2018

Nouvelles évaluations à produire

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Rappel des modalités de validation des propositions de la CLECT : le calendrier réglementaire

- Une même délibération d'un conseil municipal ne peut pas approuver le montant des charges transférées et fixer librement le montant des AC.

- Il est nécessaire que le rapport de la CLECT soit préalablement adopté par les communes afin que puisse être opérée la fixation de l'AC. En effet, le 1° bis du V de l'article 1609 *nonies* C du CGI prévoit que la fixation libre du montant de l'AC entre l'EPCI et les communes membres intéressées doit tenir compte de l'évaluation des charges transférées.

- En ce sens, l'adoption du rapport d'évaluation des charges transférées et la fixation libre du montant de l'AC sont deux étapes distinctes de la procédure de fixation de l'AC qui nécessitent l'adoption de deux délibérations distinctes

- **Le calendrier de validation des AC doit tenir compte d'un projet de correction libre qui réduirait de fait le délai d'adoption du rapport de la CLECT**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Rappel des modalités de validation des propositions de la CLECT

Droit commun	Dérogatoire
PV de la CLECT (majorité simple)	
Proposition d'évaluation de droit commun	**Proposition de correction des AC dérogatoire au droit commun**
Validation du rapport par le conseil communautaire	
Non requis *Transmis pour information*	**2/3 du conseil**
Validation concordante des conseils municipaux	
2/3 des CM représentant la moitié de la population ou l'inverse	**Unanimité des conseils municipaux concernés (à la majorité simple pour chacun)**

La validation du rapport vaut correction des AC à due concurrence

La CLECT propose directement un montant d'AC qui tient compte de la ou des évaluation(s) dérogatoire(s)

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Rappel des scénarios retenus en pré-CLECT sur ces compétences

Petite Enfance

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Rappel Périmètre des évaluations

	Billère	Lescar	Lons	Gan	Gelos	Jurançon	Artigueloutan	Bizanos	Idron	Lée	Mazères-Lezons	Ousse	Pau	Sendets	*Ex CCGC/CCMB*	*Hors CAPBP*
Accueils collectifs en régie						X		X	X	X	X	X	X		X	X
L'Arche / Participations hors supplétives								X	X	X		X			X	X
L'Auseron											X					
Ptits Bouchons						X										
Multi Accueil 4 Coins du Monde													X			
Rive Gauche													X			
Saint Basil's													X			
Saint Vincent de Paul													X			
Crèche du Hameau													X			
Accueils collectifs associatifs	X		X		X	X		X	X				X		X	
A Petit Pas													X			
Centre Joyeux Béarn													X			
La Ronde des Oussons								X	X						X	
La Mosaique													X			
123 Soleil					X	X										
Espace pour la petite enfance													X			
La Pépinière													X			
Au service de l'Enfance (Cfa)	X		X										X			
RAM				X		X	X	X	X	X			X	X	X	X
RAM Pau													X			
RAM Berges du Gave				X		X	X	X	X	X				X	X	X
LAEP													X			
LAEP La pépinière													X			
LAEP Les Francas													X			
LAEP Marancy													X			
Les 3 Pommes													X			
coordination Enfance Pau													X		X	
Autres actions													X			
Atelier Parents en mouvements													X			
Manifestation petite enfance-Famille Enfance Education Populaire													X			
Subvention Courte-échelle (accueil urgence)													X			

- **26 services (accueils collectifs en régie, associatif, RAM, LAEP, autres actions et coordination)**
  - ✓ **Dont 3 déjà partiellement communautaires (héritage fusion)**
  - ✓ **Dont 2 financés en dehors du périmètre de la CAPBP (perte de recettes)**

- **14 communes concernées par un transfert de charges**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT
Les différents types de charges

CHARGES DIRECTES DE FONCT REDUITES DES RECETTES TRANSFEREES

- Personnel structures, achats, fournitures, fonct locaux
- Recettes CAF, Familles, CEJ, subventions,…

CHARGES « SEMI DIRECTES »

- Entretien des bâtiments et espaces verts par les services communaux qui n'auront pas été comptabilisés sur les charges directes, utilisation bus communal

CHARGES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS

- Valeurs d'acquisition des biens ou des travaux d'aménagement, Subventions et Dotations reçues pour les financier

CHARGES DE GESTION DES SERVICES

- Gestion des agents (paies, remplacements, carrière), suivi comptable et des contrats de prestation

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT
Les enjeux financiers selon les différents types de charges

Droit commun

CHARGES DIRECTES DE FONCT REDUITES DES RECETTES TRANSFEREES

- Personnel structures, achats, fournitures, fonct locaux
- Recettes CAF, Familles, CEJ, subventions,…

➲ **Evaluations conformes à la méthode définie par le droit commun**

➲ **Reste à valider en CLECT la période de référence : 2018 ou moyenne 16-18**

➲ **2018 semble la référence la plus juste :**
- Faible volatilité des charges entre les exercices
- Tendance à une augmentation annuelle récurrente liée à la nature des charges (80% charges de personnel
- Absence de référentiel avant 2018 pour certaines structures (GIP, Ronde des Oussons)

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evaluations des charges « directes » nettes du CEJ

La proposition de retenir la moyenne des 3 années au lieu de 2018 est justifiée par :

- Pour le RAM des Berges du Gave par l'incidence des mouvements d'agents et de reprises de provisions comptables en 2018 participent à réduire de 12K€ le besoin de financement (14K€ au lieu de 29K€ en moyenne sur 2016 et 2017)
- Pour la ville de Pau par le poids du pool de remplacement sur la ville de Pau (-92K€ en 2018)
- Le constat globalement d'une baisse de la charge petite enfance (notamment alimentée par les deux points précédents) sans que le caractère pérenne de cette baisse puisse être assuré

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Remarques sur les données prises en compte pour réaliser les évaluations des charges « directes »

	2016	2017	2018	moyenne 2016-18	PROPOSITION
Commune	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	**Ch DIRECTES nettes de référence**
Artigueloutan	**1 105 €**	**960 €**	**500 €**	**855 €**	**855 €**
Billère	**24 691 €**	**24 511 €**	**24 511 €**	**24 571 €**	**24 571 €**
Bizanos	**89 663 €**	**89 163 €**	**82 374 €**	**87 067 €**	**87 067 €**
Gan	**6 374 €**	**5 552 €**	**2 888 €**	**4 938 €**	**4 938 €**
Gelos	**15 770 €**	**14 082 €**	**16 114 €**	**15 322 €**	**15 322 €**
Idron	**73 447 €**	**72 785 €**	**68 911 €**	**71 714 €**	**71 714 €**
Jurançon	**116 313 €**	**128 663 €**	**153 249 €**	**132 742 €**	**132 742 €**
Lée	**16 890 €**	**16 757 €**	**16 335 €**	**16 661 €**	**16 661 €**
Lons	**27 504 €**	**27 354 €**	**27 354 €**	**27 404 €**	**27 404 €**
Mazères-Lezons	**32 758 €**	**40 165 €**	**41 667 €**	**38 197 €**	**38 197 €**
Ousse	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**
Pau	**2 661 349 €**	**2 774 918 €**	**2 828 240 €**	**2 754 836 €**	**2 754 836 €**
Sendets	**1 376 €**	**1 197 €**	**623 €**	**1 065 €**	**1 065 €**
TOTAL TRANSFERTS	**3 091 583 €**	**3 220 451 €**	**3 287 109 €**	**3 199 714 €**	**3 199 714 €**
+ charges hors CAPBP	69 921 €	68 157,39 €	66 897 €	68 325 €	66 897 €
+ charges déjà CAPBP	21 944 €	31 134 €	27 856 €	26 978 €	27 856 €
TOTAL	**3 183 448 €**	**3 319 742 €**	**3 381 862 €**	**3 295 018 €**	**3 294 468 €**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT
Les enjeux financiers selon les différents types de charges

Droit commun

CHARGES « SEMI DIRECTES »

- Entretien des bâtiments et espaces verts par les services communaux qui n'auront pas été comptabilisés sur les charges directes, utilisation bus communal

- **Evaluations conformes aux déclarations communales (droit commun)**
- **Ces charges seront remboursées aux communes qui continueraient d'assurer l'entretien du patrimoine dans le cadre de conventions de mutualisation avec la CAPBP dans la limite de l'évaluation initiale**
- **Elles pourraient être réajustées en CLECT si nécessaire (constat d'une inadéquation entre déclarations initiales et les besoins réels) : d'ici la fin de l'année ou sur l'exercice suivant**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charges semi directes
Valorisation proposée par les communes

nom structure	Heures entretien espaces verts	Valo horaire Sce Espaces verts	Heures entretien équipement	Valo horaire Sce Batiments	budget founitures ST	Diagnostic Amiante (/ 3 ans)	Charges semi directes (intervention sces communaux)	Heures prises en compte
Multi Accueil 4 Coins du Monde	**31,00**	*23,87 €*	**724,17**	*29,40 €*	**3 911,01 €**	**147,02 €**	**26 088,39 €**	755
RIVE GAUCHE	**53,00**	*23,87 €*	**340,75**	*29,40 €*	**3 443,53 €**	**148,00 €**	**14 874,49 €**	394
SAINT BASIL'S	**31,00**	*23,87 €*	**872,83**	*29,40 €*	**2 968,15 €**	**173,42 €**	**29 542,73 €**	904
SAINT VINCENT DE PAUL	**196,00**	*23,87 €*	**795,33**	*29,40 €*	**7 197,51 €**	**259,44 €**	**35 517,53 €**	991
MULTI ACCUEIL DU HAMEAU	**16,00**	*23,87 €*	***340,00***	*29,40 €*	**3 500,00 €**	**307,48 €**	**14 185,34 €**	356
RAM Pau			**71,33**	*29,40 €*	**- €**	**120,80 €**	**2 218,00 €**	71
EAJE PEPINIERE	**83,00**	*23,87 €*	**376,00**	*29,40 €*	**2 528,96 €**	**174,63 €**	**15 738,89 €**	459
AJE A Petit Pas			**2,00**	*29,40 €*	**94,66 €**		**153,46 €**	2
L' ARCHE			**250,00**	*23,55 €*			**5 887,50 €**	250
L'AUSERON	**12,00**	*16,87 €*					**202,43 €**	12
LES PTITS BOUCHONS			**423,00**	*21,17 €*			**8 956,98 €**	423
	422,00		**3 772,42**		**23 643,82 €**	**1 330,80 €**	**153 365,73 €**	4 617

- **Les charges semi-directes (intervention de services restant communaux après transfert) ont été évaluées à partir des déclarations de couts et de niveau de service de chaque commune**
- **Ces retenues seront rendues aux communes qui continueraient d'assurer le service en lieu et place de la CAPBP via des convention de mutualisation de service (proximité, réactivité)**
- **Il est prévu qu'une régularisation puisse être opérée à l'automne 2019 en fonction du suivi au réel des interventions organisées dans le cadre des conventions de mutualisation (fiches intervention à mettre en place)**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT
Les enjeux financiers selon les différents types de charges

Dérogatoire

CHARGES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS

- Valeurs d'acquisition des biens ou des travaux d'aménagement, Subventions et Dotations reçues pour les financier

- **Plusieurs méthodes ont été envisagées**
- **Celle retenue propose de retenir aux communes l'amortissement financier de la valeur des biens acquis au cours des 10 dernières années**
- **L'évaluation exclut la prise en compte du cout d'investissement « initial » porté par les communes sur la valeur des constructions et aménagements (non retracés intégralement pour toutes les communes et difficile à évaluer avec des ratios)**
- **Ces dépenses sont prises en compte déduction faite du FCTVA**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charges de renouvellement des biens

Ces évaluations portent sur les équipements petites enfance définis au point 1 de la délibération d'intérêt communautaire :

- Arche, RAM Berges du Gave, St Vincent de Paul, Rive-Gauche, 4CM, Hameau, Saint Basil's, RAM de Pau

Les charges de renouvellement des biens concernent l'investissement

- Elles sont évaluées à partir des dépenses d'investissements réalisées sur les équipements transférés (état de l'actif ou rétrospective sur 10 ans).
- La valeur des biens acquis est ramenée à sa durée de vie (10 ans pour le mobilier, les aménagements intérieurs, 5 ans pour l'informatique,…)
- Elle est également réduite des subventions et du FCTVA reçus pour aider leur acquisition

Ces calculs permettent d'établir une charge annuelle de renouvellement des biens

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charges de renouvellement des biens

Les locaux de la Pépinière (GIP) qui étaient initialement inclus dans l'évaluation en ont été sortis puisque la délibération du 20 décembre 2018 limite l'intérêt communautaire de la Pépinière au « soutien financier »

- De fait, la ville de Pau prévoit de réaliser plus de 1M€ de travaux sur cet équipement en 2019/2020

Pour le RAM des Berges du Gave, seul le siège (ex Assat) est concerné par le transfert et donc non évalué car déjà communautaire.

- Les locaux mis à disposition par les communes pour organiser des antennes ne sont pas transférés ;
- Il font l'objet de conventions d'utilisation par la CAPBP qui maintiennent les conditions économiques actuelles de leur mise à disposition (loyer ou à titre gratuit)
- Cette solution permet de laisser aux communes la liberté de disposer de ces locaux, non affectés exclusivement à ce service, comme elles l'entendent.

La CAPBP conserve la possibilité de modifier son intérêt communautaire pour étendre à certains équipements restés communaux son intérêt communautaire

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

détail

Charges de renouvellement des biens

	Amortissements financiers HORS travaux bâtis	Soit par place de crèche	Rappel annuités encours de dette transférées	Rappel encours de dette transféré
Pau	**37 234 €**	**189 €**	0 €	0 €
Mazères-Lezons	**3 237 €**	**180 €**	0 €	0 €
Jurançon	**9 688 €**	**269 €**	4 995 €	19 986 €
SI Arche au % contributions communes	**9 902 €**	**291 €**	3 249 €	18 400 €
TOTAL	**60 060 €**	**211 €**	**8 244 €**	**38 386 €**

Soit l'équivalent d'une capacité d'autofinancement (reste à charge sur les investissements après subventions et FCTVA) d'environ 840K€ tous les 15 ans*

** 65,5K€ = Équivalent d'une annuité de dette de 840k€ calculée sur 15ans avec un taux de 2%*

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT
Les enjeux financiers selon les différents types de charges

Dérogatoire

CHARGES DE GESTION DES SERVICES

- Gestion des agents (paies, remplacements, carrière), suivi comptable et des contrats de prestation

- **Compte tenu de la difficulté constatée à évaluer ces charges d'après les déclarations communales, il est proposé de faire cette évaluation à partir de ratios courants.**
- **La gestion des structures en régie représenteraient 3 ETP administratifs (équivalents temps pleins) soit 104 948€**
- **Proposition : ne retenir que 50% de cette charge évaluée, sans subsidiarité réelle entre les villes et l'agglomération**
- **Ces 3 ETP ont été évalués et répartis entre les communes en fonction de nombre de places et du nombre d'agents transférés**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charges de structure - gestion administrative
Une autre méthode : évaluation à partir de ratios

Ratios
- **1 ETP finances / 3000 mandats**
- **13mandats/places/an**
- **1 ETP RH / 80 agents**
- **Cout moyen ETP 35000€**

Compte tenu de la difficulté constatée à évaluer ces charges d'après les déclarations communales, il est proposé de faire cette évaluation à partir de ratios courants.

La gestion des structures en régie représenteraient 3 ETP administratifs (équivalents temps pleins) soit 104 948€

Proposition : ne retenir que 50% de cette charge évaluée, sans subsidiarité réelle entre les villes et l'agglomération, sauf à transférer ou mutualiser une partie des services communaux

nom structure	commune accueil	places en régie	nombre d'agents	ETP Finances	ETP RH	Valorisation ETP	Sur communes CAPBP	hors communes CAPBP
TOUTES STRUCTURES	**Pau**	**252**	**84**	**1,15**	**1,05**	**77 070 €**	77 070 €	
L' ARCHE	**Bizanos**	**36**	**15**	**0,16**	**0,19**	**12 323 €**	8 063 €	4 260 €
L'AUSERON	**Mazère-Lezons**	**18**	**7**	**0,08**	**0,09**	**5 943 €**	5 943 €	
LES PTITS BOUCHONS	**Jurançon**	**30**	**11**	**0,14**	**0,14**	**9 613 €**	9 613 €	
TOTAL				**1,54**	**1,46**	**104 948 €**	**100 688 €**	**4 260 €**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charges de structure - gestion administrative / L'Arche
Une autre méthode : évaluation à partir de ratios

	charges gestion évaluées avec ratios	50% charges (PROPOSITION)	
Bizanos	3 048 €	1 524 €	25%
Idron	3 003 €	1 501 €	24%
Lée	794 €	397 €	6%
Ousse	1 218 €	609 €	10%
CAPBP (ex CC Gave et Coteaux)	981 €	490 €	8%
CC Nay	3 279 €	1 639 €	27%
TOTAL	**12 323 €**	**6 161 €**	100%
dont transfert CLECT	**8 063 €**	**4 031 €**	

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Petite Enfance
Scénarios retenus en pré-CLECT

- **Constat en pré-CLECT d'une difficulté soulevée par l'existence de structures associatives financées à la fois par des communes favorables au transfert et des communes qui ne souhaitaient pas être concernées par le transfert**
- **Le transfert d'une partie de la subvention n'est pas envisageable (l'intérêt communautaire porte sur des services et non des territoires)**

➲ **La pré-CLECT a donc proposé de ne pas opérer de retenues sur les AC des communes concernées par ces participations**

➲ **Les structures concernées sont :**

- **La Crèche Familiale de Pau**
- **La Ronde des Oussons**
- **123 Soleil**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges petite enfance

Dérogatoire

	A	B	C	*D*	D'		
	PROPOSITION		provisoire 2019	*avec ratios*	Proposition	A+B+C+D'	
Commune	Ch DIRECTES nettes de référence	Renouvel biens	Ch semi directes	*Charges gestion*	Ch gestion 50%	CONFORME	PROPOSE
Artigueloutan	855 €					855 €	855 €
Billère	24 571 €					24 571 €	0 €
Bizanos	87 067 €	3 743 €	5 888 €	*3 048 €*	1 524 €	98 221 €	75 085 €
Gan	4 938 €					4 938 €	4 938 €
Gelos	15 322 €					15 322 €	0 €
Idron	71 714 €	3 688 €		*3 003 €*	1 501 €	76 903 €	69 191 €
Jurançon	132 742 €	9 688 €	8 957 €	*9 613 €*	4 806 €	156 193 €	143 115 €
Lée	16 661 €	976 €		*794 €*	397 €	18 033 €	18 033 €
Lons	27 404 €					27 404 €	0 €
Mazères-Lezons	38 197 €	3 237 €	202 €	*5 943 €*	2 971 €	44 607 €	44 607 €
Ousse	24 342 €	1 496 €		*1 218 €*	609 €	26 447 €	26 447 €
Pau	2 754 836 €	37 234 €	138 319 €	*77 070 €*	38 535 €	2 968 924 €	2 756 544 €
Sendets	1 065 €					1 065 €	1 065 €
TOTAL TRANSFERTS	3 199 714 €	60 060 €	153 366 €	*100 688 €*	50 344 €	3 463 484 €	3 139 880 €

Détails en annexe

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Palais des Sports

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Palais des Sports : proposition actualisée

	Rappel charges de fonct directes	Rappel charges semi-directes	Charge de renouvelt annualisée	Total charges
Moyenne 2016-2018	**177 338 €**	**21 000 €**	**171 952 €**	**370 290 €**

Droit commun

Espaces verts : 8000€
Propreté : 13000€
Estimations services ville de Pau

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Palais des Sports

Charges directes d'exploitation actualisées avec le réalisé 2018 :

- **Établie à 177 338€, en tenant compte des éventuelles redevances et autres produits perçus sur son exploitation**

Charge de renouvellement des biens (ou de capacité à investir)

- **L'évaluation des charges d'investissement a été réalisée à partir de la méthode d'évaluation indiquée par la réglementation, hors prise en compte du coût de construction initial (dépenses antérieures à 1997). Le résultat obtenu est proche de la moyenne annuelle des dépenses, nettes subventions, réalisées depuis 2008**
- **L'évaluation proposée de 172.000€ correspond à l'annuité d'un investissement financé par emprunt de 2,3M€ sur 15 ans ou 3M€ sur 20 ans (taux emprunt 1,5%)**

Charges semi-directes et support

- **L'évaluation de l'intervention des services communaux (bâtiment, espaces verts) est provisoirement évaluée sur la base de 21000€/an**
- **Comme pour la petite enfance, une actualisation de cette charges pourra être opérée en fonction de la réalité des conventions de mises à disposition ce services entre Pau et la CAPBP**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

CLIC - MAIA

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation en synthèse (charges directes de fonctionnement seules)

	Moyenne 16-18	2018	Proposé	Commentaires
CLIC	67 738 €	30 215 €	101 673 €	Evaluation qui retraite les excédents attachées aux nouvelles subventions sans actions engagées (avant 2019)
MAIA	0 €	0 €	0 €	Service financé par ARS / moyens CCAS calibrés en fonction
PAP	9 727 €	4 894 €	9 727 €	Charge résiduelle couverte par un remboursement de personnel mis à disposition jusqu'alors
TOTAL	77 465 €	35 109 €	111 400 €	

Droit commun

Gestion administrative assurée dans le cadre des conventions de mutualisation Ville de Pau – CCAS – non évaluée dans cette proposition

Révision conventions à faire courant 2019 avec ajustement des évaluations si nécessaire

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique

CLIC	2 016	2 017	2 018	dont CLIC hors action particulières (dont Carsat, Asept) 2 016	2 017	2 018	PROPOSITION	dont actions particulières (Estime de soi, ANISEN, Bus des curiosités, Aidants) 2 016	2 017	2 018
Charges à caractère général	**18 058 €**	**20 476 €**	**34 177 €**	18 058 €	13 091 €	7 838 €	12 996 €		7 385 €	26 339 €
Charges de personnel	**214 027 €**	**203 238 €**	**238 877 €**	214 027 €	203 238 €	238 877 €	218 714 €			
Services extérieurs	**22 921 €**	**37 065 €**	**22 627 €**	22 921 €	37 065 €	22 627 €	27 538 €			
Amortissements	**1 676 €**	**1 508 €**	**1 853 €**	1 676 €	1 508 €	1 853 €	1 679 €			
TOTAL CHARGES	**256 683 €**	**262 287 €**	**297 534 €**	256 683 €	254 902 €	271 195 €	260 927 €	**0 €**	**7 385 €**	**26 339 €**
Prestations de services	**11 590 €**	**13 831 €**	**10 188 €**	11 590 €	13 831 €	10 188 €	11 870 €	0 €	0 €	0 €
Remboursements sur charges	**2 519 €**	**2 299 €**	**0 €**	2 519 €	2 299 €	0 €	1 606 €	0 €	0 €	0 €
Subventions hors CCAS Pau	**134 602 €**	**155 473 €**	**251 036 €**	124 472 €	124 779 €	161 854 €	137 035 €	10 130 €	30 694 €	89 182 €
CCAS DE PAU	**118 000 €**	**55 000 €**	**30 215 €**	**94 140 €**	**75 720 €**	**93 185 €**	**101 673 €**			
Produits exceptionnels	**11 595 €**	**14 493 €**	**141 €**	11 595 €	14 493 €	141 €	8 743 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL RECETTES	**278 307 €**	**241 096 €**	**291 580 €**	244 317 €	231 122 €	265 368 €	260 927 €	**10 130 €**	**30 694 €**	**89 182 €**
report 002	**12 366 €**	**23 779 €**	**5 827 €**	12 366 €	23 779 €	5 827 €				
Equilibre service hors reports	**33 990 €**	**2 588 €**	**-126 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**10 130 €**	**23 309 €**	**62 843 €**

- La subvention d'équilibre versée par le CCAS de Pau est en baisse depuis 2016
- Toutefois, cette baisse est liée à l'obtention de nouvelles subventions (Bus des curiosités, Estime de soi, Aidants, Animations Séniors), confirmées dans un CPOM, et l'élargissement de l'aide du CD 64 au CLIC du fait de l'élargissement de son intervention, sans que les services aient eu les moyens de déployer des actions, et donc des charges en face
- **La proposition d'évaluation neutralise les excédents attachés à ces nouvelles aides (qui devront pour certaines être rendues faute d'emploi)**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'Aide et de soin dans le champ de l'autonomie

MAIA

	2 016	2 017	Prev 2018	2 018	Moyenne	Proposition
Charges à caractère général	27 186 €	59 630 €	46 072 €	37 910 €	41 575 €	37 910 €
Charges de personnel	172 238 €	194 830 €	207 087 €	169 280 €	178 783 €	169 280 €
Services extérieurs	23 733 €	23 054 €	29 908 €	29 328 €	25 371 €	29 328 €
Amortissements	6 351 €	3 071 €	3 880 €	3 874 €	4 432 €	3 874 €
TOTAL CHARGES	**229 509 €**	**280 585 €**	**286 947 €**	**240 391 €**	**250 162 €**	**240 391 €**
Fonds d'intervention régional	225 603 €	281 904 €	280 000 €	240 391 €	249 299 €	240 391 €
Remboursements sur charges		3 304 €		4 123 €	3 714 €	4 123 €
Produits exceptionnels	7 238 €	0 €	6 947 €	6 945 €	4 728 €	6 945 €
TOTAL RECETTES	**232 840 €**	**285 209 €**	**286 947 €**	**251 459 €**	**257 741 €**	**251 459 €**
report 002	**2 605 €**					
Equilibre service	**5 937 €**	**4 624 €**	**0 €**		**7 579 €**	**11 068 €**

CONSTAT D'UN EXCEDENT , PAS DE CHARGES RETENUES

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Plans d'Actions Personnalisés

PAP	2 016	2 017	Prev 2018	2 018	Moyenne	Proposition
Charges à caractère général	3 670 €	3 584 €	3 705 €	2 311 €	3 188 €	2 311 €
Charges de personnel	43 847 €	44 955 €	45 445 €	45 230 €	44 677 €	45 230 €
Services extérieurs	4 422 €	4 906 €	6 070 €	4 459 €	4 596 €	4 459 €
Amortissements	1 272 €	222 €	225 €	222 €	572 €	222 €
TOTAL CHARGES	**53 210 €**	**53 667 €**	**55 445 €**	**52 222 €**	**53 033 €**	**52 222 €**
Fonds d'intervention régional						
Remboursements sur charges	4 025 €	13 538 €	10 321 €	9 060 €	8 874 €	
Subventions CARSAT	43 846 €	38 745 €	45 124 €	47 328 €	43 306 €	47 328 €
TOTAL RECETTES	**47 871 €**	**52 283 €**	**55 445 €**	**56 388 €**	**52 181 €**	**47 328 €**
report 002						
Equilibre service	**-5 339 €**	**-1 384 €**	**0 €**	**4 166 €**	**-853 €**	**-4 894 €**
Equilibre service HORS MAD	**-9 364 €**	**-14 922 €**	**-10 321 €**	**-4 894 €**	**-9 727 €**	**-4 894 €**

Perte remb salaire agent mis à disposition CCAS

EVALUATION DU RESULTAT (déficit) CORRIGE DE LA RECETTE DE REMBOURSEMENT DE FRAIS DE PERSONNEL MIS A DISPOSITION QUI AIDAIT A L'EQUILIBRE DU SERVICE (non pérènne)

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Orchestre de Pau

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Orchestre de Pau Pays de Béarn

- **La charge portée par la ville de Pau jusqu'en 2018 correspond à la subvention d'équilibre versée pour ce service suivi en budget annexe**
- **Le droit commun engagerait la seule ville de Pau sur une dépense de fonctionnement fixe de plus de 1,3M€**
- **L'application du droit commun semble toutefois impropre pour cet équipement bien particulier :**
  - **Le transfert de la compétence a été motivé par la reconnaissance du caractère intercommunal de cet équipement de part son usage et son rayonnement. Pérenniser son financement sur l'AC de la seule ville de Pau ne serait pas cohérent avec les motivations exprimées dans la délibération d'intérêt communautaire**
  - **L'orchestre fait l'objet d'un projet de nouvel EPCC auquel sera attaché un modèle économique très différent de l'actuel, basé notamment sur d'importantes contributions de la Région et du Département, et sur des ressources de mécénat supplémentaires**
- **Pour ces raisons, il est proposé à la CLECT d'examiner le montant des AC versées par la ville de Pau à partir d'une analyse prospective de la charge qui sera effectivement supportée par l'agglomération dans les années à venir**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Orchestre de Pau Pays de Béarn
Eléments financiers

LA CHARGE REELLE PASSEE

Evaluation de droit commun

	Subvention
2 016	1 274 000 €
2 017	1 426 000 €
2 018	1 290 000 €
Moyenne	1 330 000 €

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Orchestre de Pau Pays de Béarn
Eléments financiers

SCENARIO DEROGATOIRE N°1

Tenir compte du caractère intercommunal de l'équipement et de son usage

	% abonnés Palois*	Subv x Pop Pau
2 016	51%	649 740
2 017	51%	727 260
2 018	51%	657 900
Moyenne	51%	678 300

*** source direction Culture - sur 2000 abonnements**

La part « population » porterait la clef de partage à 47%

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Orchestre de Pau Pays de Béarn
Eléments financiers

SCENARIO DEROGATOIRE N°2

Retenir la participation d'équilibre projetée en la corrigeant de certaines charges afin de dimensionner la participation de Pau (figée sur son AC) sur un périmètre de charges plus juste

Voir l'analyse page suivante (service Culture)

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Charge annuelle anticipée pour la CAPBP avant le changement de modèle lié à la création de l'EPCC	**1 500 000,00 €**
Charge d'amortissement des biens repris de Camino (instruments pour l'essentiel) de nature à générer un autofinancement sans réelle charge associée	-75 000,00 €
Agents d'ores et déjà pris en charge par la CAPBP	-127 000,00 €
50% de la charge de loyer versée à la SPL Palais Beaumont qui constitue une recette indirecte pour une SPL dont l'agglo et la ville sont actionnaires.	-55 000,00 €
Pavillon des arts : compensation de la mise à disposition gratuite de ces locaux à l'EPCC	-40 000,00 €
Contribution additionnelle de la Ville à El Camino en 2019	-20 000,00 €
75 % de la participation de la Région	-150 000,00 €
75 % de la participation du Département	-75 000,00 €
Mécénat	-200 000,00 €
TOTAL DE LA RETENUE SUR AC VILLE DE PAU	**758 000,00 €**

Approche méthodologique envisagée pour les nouvelles compétences à étudier en CLECT 2019

Habitat

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Périmètre du transfert de charges

- **Le transfert de nouvelles charges concerne les actions d'amélioration/renouvellement urbain sur l'habitat privé seul et concerne exclusivement la ville de Pau en vision rétrospective**

- **Ces actions sont portées par le SIAB dans le cadre d'un contrat de concession qui court depuis 2010 et qui doit être renouvelé en 2020**

- **Depuis 2010, l'historique des charges communales fait état :**
  - **des participations versées en investissement par la ville au SIAB**
    - *A corriger du financement d'équipements publics aujourd'hui inclus sur la concession mais non compris dans le périmètre du transfert*
  - **des participations versées en investissement directement aux privés sur les opérations OPAH-RU**
  - **La charge de direction/gestion de la compétence assurée par le service de l'Habitat mutualisé CABP/Ville de Pau**
    - *Mises à disposition de service CAPBP > Ville aujourd'hui qui donnerait lieu à un ajustement sur jeu des répartition de charges mutualisées*

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

D'ici fin 2020, le projet politique Habitat devrait être complétement réécrit à l'échelle du territoire communautaire et non plus de la seule ville de Pau

- **Le contrat de concession actuel s'arrête en 2020**
- **Une nouvelle concession est en cours de préparation pour :**
  - **Reprendre la fin des opérations d'ores et déjà lancées par la ville de Pau**
  - **Lancer de nouveaux programmes qui concerneraient le centre ville de Pau mais également plusieurs centres bourgs sur le territoire communautaire**
- **La convention OPAH-RU doit également être renouvelée début 2020 avec un élargissement des secteurs éligibles (Pau + multisites hors Pau)**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les enjeux qui doivent être traités par la CLECT 2019

- **Le droit commun engagerait la seule ville de Pau sur une dépense de fonctionnement fixe d'environ 850K€**

- **Cette solution n'est pas satisfaisante sur plusieurs aspects :**
  - **Jusqu'à présent, la ville connaissait une charge d'investissement**
  - **Le nouveau projet et les nouvelles dépenses attachées peuvent être totalement déconnectées de ce montant historique (charges non récurrentes par nature)**
  - **Le nouveau projet ne concerne pas que la Ville de Pau**

- **Pour ces raisons, il sera proposé à la CLECT d'étudier des scénarios alternatifs au droit commun qui tiendront compte de ces réalités**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Pluvial

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Pluvial

- **L'exercice de la compétence par la CAPBP est en cours de définition**

- **La CLECT étudiera des propositions de correction des AC communales en fonction**
  - **du périmètre technique et financier de la nouvelle compétence communautaire**
  - **de la capacité de la CAPBP à porter le développement de cette compétence sur le territoire**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Annexes
Petite Enfance

Synthèse des évaluations par commune et structure

	2016	2017	2018	moyenne 2016-18	A PROPOSITION	B	C provisoire 2019	D *avec ratios*	D' Proposition	A+B+C+D'	
Commune	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	**Ch DIRECTES nettes de référence**	**Renouvel biens**	**Ch semi directes**	*Charges gestion*	**Ch gestion 50%**	**CONFORME**	**PROPOSE**
Artigueloutan	**1 105 €**	**960 €**	**500 €**	**855 €**	**855 €**					**855 €**	**855 €**
RAM Berges du Gaves	1 105 €	960 €	500 €	855 €	855 €					855 €	855 €
Billère	**24 691 €**	**24 511 €**	**24 511 €**	**24 571 €**	**24 571 €**					**24 571 €**	**0 €**
Au service de l'Enfance (C	24 691 €	24 511 €	24 511 €	24 571 €	24 571 €					24 571 €	0 €
Bizanos	**89 663 €**	**89 163 €**	**82 374 €**	**87 067 €**	**87 067 €**	**3 743 €**	**5 888 €**	*3 048 €*	**1 524 €**	**98 221 €**	**75 085 €**
Crèche de l'Arche	60 914 €	60 914 €	60 914 €	60 914 €	60 914 €	3 743 €	5 888 €	*3 048 €*	1 524 €	72 069 €	72 069 €
RAM Berges du Gaves	3 891 €	3 392 €	1 765 €	3 016 €	3 016 €					3 016 €	3 016 €
Ronde des Oussons	24 857 €	24 857 €	19 695 €	23 137 €	23 137 €					23 137 €	0 €
Gan	**6 374 €**	**5 552 €**	**2 888 €**	**4 938 €**	**4 938 €**					**4 938 €**	**4 938 €**
RAM Berges du Gaves	6 374 €	5 552 €	2 888 €	4 938 €	4 938 €					4 938 €	4 938 €
Gelos	**15 770 €**	**14 082 €**	**16 114 €**	**15 322 €**	**15 322 €**					**15 322 €**	**0 €**
123 Soleil	15 770 €	14 082 €	16 114 €	15 322 €	15 322 €					15 322 €	0 €
Idron	**73 447 €**	**72 785 €**	**68 911 €**	**71 714 €**	**71 714 €**	**3 688 €**		*3 003 €*	**1 501 €**	**76 903 €**	**69 191 €**
RAM Berges du Gaves	5 149 €	4 487 €	2 334 €	3 990 €	3 990 €					3 990 €	3 990 €
Crèche de l'Arche	60 012 €	60 012 €	60 012 €	60 012 €	60 012 €	3 688 €		*3 003 €*	1 501 €	65 201 €	65 201 €
Ronde des Oussons	8 286 €	8 286 €	6 565 €	7 712 €	7 712 €					7 712 €	0 €
Jurançon	**116 313 €**	**128 663 €**	**153 249 €**	**132 742 €**	**132 742 €**	**9 688 €**	**8 957 €**	*9 613 €*	**4 806 €**	**156 193 €**	**143 115 €**
Ptits Bouchons	98 213 €	111 211 €	135 963 €	115 129 €	115 129 €	9 688 €	8 957 €	*9 613 €*	4 806 €	138 580 €	138 580 €
RAM Berges du Gaves	5 850 €	5 102 €	2 654 €	4 535 €	4 535 €					4 535 €	4 535 €
123 Soleil	12 250 €	12 350 €	14 632 €	13 078 €	13 078 €					13 078 €	0 €
Lée	**16 890 €**	**16 757 €**	**16 335 €**	**16 661 €**	**16 661 €**	**976 €**		*794 €*	**397 €**	**18 033 €**	**18 033 €**
RAM Berges du Gaves	1 013 €	881 €	458 €	784 €	784 €					784 €	784 €
Crèche de l'Arche	15 876 €	15 876 €	15 876 €	15 876 €	15 876 €	976 €		*794 €*	397 €	17 249 €	17 249 €
Lons	**27 504 €**	**27 354 €**	**27 354 €**	**27 404 €**	**27 404 €**					**27 404 €**	**0 €**
Au service de l'Enfance (C	27 504 €	27 354 €	27 354 €	27 404 €	27 404 €					27 404 €	0 €
Mazères-Lezons	**32 758 €**	**40 165 €**	**41 667 €**	**38 197 €**	**38 197 €**	**3 237 €**	**202 €**	*5 943 €*	**2 971 €**	**44 607 €**	**44 607 €**
L'Auseron	32 758 €	40 165 €	41 667 €	38 197 €	38 197 €	3 237 €	202 €	*5 943 €*	2 971 €	44 607 €	44 607 €
Ousse	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**	**24 342 €**	**1 496 €**		*1 218 €*	**609 €**	**26 447 €**	**26 447 €**
Crèche de l'Arche	24 342 €	24 342 €	24 342 €	24 342 €	24 342 €	1 496 €		*1 218 €*	609 €	26 447 €	26 447 €

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Synthèse des évaluations par commune et structure

	2016	2017	2018	moyenne 2016-18	A PROPOSITION	B	C provisoire 2019	D avec ratios	D' Proposition	A+B+C+D'	
Commune	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	***Ch directes nettes***	**Ch DIRECTES nettes de référence**	**Renouvel biens**	**Ch semi directes**	*Charges gestion*	**Ch gestion 50%**	**CONFORME**	**PROPOSE**
Pau	**2 661 349 €**	**2 774 918 €**	**2 828 240 €**	**2 754 836 €**	**2 754 836 €**	**37 234 €**	**138 319 €**	*77 070 €*	**38 535 €**	**2 968 924 €**	**2 756 544 €**
Multi Accueil 4 CM	274 360 €	285 656 €	276 206 €	278 741 €	278 741 €	2 734 €	26 088 €	*12 973 €*	6 487 €	314 050 €	314 050 €
Rive Gauche	146 975 €	148 479 €	157 662 €	151 039 €	151 039 €	4 342 €	14 874 €	*7 030 €*	3 515 €	173 770 €	173 770 €
Saint Basil's	331 075 €	387 459 €	427 550 €	382 028 €	382 028 €	13 032 €	29 543 €	*17 780 €*	8 890 €	433 493 €	433 493 €
Saint Vincent de Paul	460 935 €	514 225 €	452 840 €	476 000 €	476 000 €	13 109 €	35 518 €	*22 154 €*	11 077 €	535 704 €	535 704 €
Crèche du Hameau	96 709 €	139 658 €	180 019 €	138 796 €	138 796 €	4 017 €	14 185 €	*6 460 €*	3 230 €	160 228 €	160 228 €
A Petit Pas	55 716 €	58 916 €	51 016 €	55 216 €	55 216 €		153 €			55 369 €	55 369 €
Centre Joyeux Béarn	149 827 €	149 827 €	149 827 €	149 827 €	149 827 €					149 827 €	149 827 €
La Mosaique	55 414 €	40 965 €	51 112 €	49 163 €	49 163 €					49 163 €	49 163 €
Espace pour la petite enf	56 076 €	57 138 €	50 761 €	54 658 €	54 658 €					54 658 €	54 658 €
La Pépinière	466 215 €	466 215 €	466 215 €	466 215 €	466 215 €		15 739 €			481 954 €	481 954 €
Au service de l'Enfance (C	219 643 €	210 857 €	206 640 €	212 380 €	212 380 €					212 380 €	0 €
RAM pau	126 538 €	97 191 €	143 383 €	122 371 €	122 371 €		2 218 €	*5 695 €*	2 848 €	127 437 €	127 437 €
LAEP (4)	28 940 €	27 239 €	26 296 €	27 492 €	27 492 €					27 492 €	27 492 €
Coordination et gestion	106 702 €	107 402 €	106 702 €	106 936 €	106 936 €			*4 977 €*	2 489 €	109 424 €	109 424 €
Autres actions	86 223 €	83 691 €	82 011 €	83 975 €	83 975 €					83 975 €	83 975 €
Sendets	**1 376 €**	**1 197 €**	**623 €**	**1 065 €**	**1 065 €**					**1 065 €**	**1 065 €**
RAM Berges du Gaves	1 376 €	1 197 €	623 €	1 065 €	1 065 €				0 €	1 065 €	1 065 €
TOTAL TRANSFERTS	**3 091 583 €**	**3 220 451 €**	**3 287 109 €**	**3 199 714 €**	**3 199 714 €**	**60 060 €**	**153 366 €**	*100 688 €*	**50 344 €**	**3 463 484 €**	**3 139 880 €**
+ charges hors CAPBP	69 921 €	68 157,39 €	66 897 €	68 325 €	66 897 €	5 231 €		*4 260 €*	**2 130 €**	74 258 €	
+ charges déjà CAPBP	21 944 €	31 134 €	27 856 €	26 978 €	27 856 €					27 856 €	
TOTAL	**3 183 448 €**	**3 319 742 €**	**3 381 862 €**	**3 295 018 €**	**3 294 468 €**	**65 291 €**	**153 366 €**	**104 948 €**	**52 474 €**	**3 565 598 €**	

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail évaluation charges directes SI Arche

	A		c		A' (A-c)		CEJ (35,68%)		A'-CEJ
	Contributions réelles hors exceptionnelles		Ventilation des charges supports comptabilisées sur le budget du SI de l'Arche		**Contributions réduites de 11K€ (charges supports)**		**CEJ déduit des contribution**		**Charges nettes retenues**
Bizanos	98 935 €	25%	2 721 €	25%	96 214 €	25%	35 300 €	25%	**60 914 €**
Idron	97 470 €	24%	2 680 €	24%	94 790 €	24%	34 777 €	24%	**60 012 €**
Lée	25 786 €	6%	709 €	6%	25 077 €	6%	9 200 €	6%	**15 876 €**
Ousse	39 536 €	10%	1 087 €	10%	38 449 €	10%	14 106 €	10%	**24 342 €**
CAPBP (ex CC Gave et Coteaux)	31 838 €	8%	876 €	8%	30 962 €	8%	11 360 €	8%	**19 603 €**
CC Nay	106 435 €	27%	2 927 €	27%	103 508 €	27%	37 976 €	27%	**65 532 €**
TOTAL	**400 000 €**	**100%**	**11 000 €**	**100%**	**389 000 €**	**100%**	**142 720 €**	**100%**	**246 280 €**

- La charge des communes qui participaient au financement de la crèche de l'Arche est évaluée à partir de la contribution versée au syndicat.
  - Cette contribution est restée stable en 2016 et 2017
  - la participation 2018 a été augmenté de 58K€ (400k€>458k€) pour constituer un résultat devant servir la réalisation d'une extension. De fait, le résultat global de clôture fin 2018 (71k€) a été repris par la CA pour le financement du projet repris sur le budget de la CAPBP
  - **Il ne semble pas opportun de tenir compte de cette contribution exceptionnelle 2018. La contribution 2018 prise en compte reste donc égale à celles des deux années précédentes soit 400K€**
- Par ailleurs, les contributions appelées auprès des membres « couvrent » environ 11K€ de charges supplétives (Direction, Comptabilité) refacturées par la commune de Bizanos au syndicat
  - **L'évaluation propose de diminuer de 11K€ les contributions prises en compte, soit 389K€, dans la mesure où la proposition de retenue intègre en sus de ces charges une enveloppe de charges « supplétives » justement destinées à couvrir les charges des services supports**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures en Régie de Pau

	2016	2017	2018	Moyenne
type structure	5 structures accueil + RAM +Coordination			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Charges personnel	3 662 527,98 €	3 808 114,70 €	3 869 182,88 €	3 779 941,85 €
Achats	227 059,83 €	302 651,14 €	294 751,96 €	274 820,98 €
Services extérieurs	47 051,01 €	51 688,33 €	56 906,62 €	51 881,99 €
Autres services extérieurs	54 156,97 €	41 767,02 €	50 975,83 €	48 966,61 €
Impôts taxes et versements assimilés	5 748,00 €	0,00 €	33,17 €	1 927,06 €
Autres charges de gestion courante	68 307,00 €	0,00 €	0,00 €	22 769,00 €
Charges exceptionnelles	23,98 €	0,00 €	50,00 €	24,66 €
Amort	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Loyer RAM	3 332,15 €	4 147,24 €	9 400,00 €	5 626,46 €
Autres	0,00 €	700,00 €	0,00 €	233,33 €
Charges totales (A)	**4 068 206,92 €**	**4 209 068,43 €**	**4 281 300,46 €**	**4 186 191,94 €**
Recettes PS	1 363 289,40 €	1 364 867,00 €	1 354 966,90 €	1 361 041,10 €
Recettes familles	524 188,51 €	560 549,30 €	575 079,20 €	553 272,34 €
Autres participation des usagers	126 376,39 €	137 543,96 €	147 560,67 €	137 160,34 €
Subvention de fct département	114 294,00 €	124 294,00 €	124 544,00 €	121 044,00 €
Subvention de fct région	14 559,00 €	0,00 €	0,00 €	4 853,00 €
Autres recettes	58 308,74 €	16 430,65 €	9 474,03 €	28 071,14 €
Produits totaux (B)	**2 201 016,04 €**	**2 203 684,91 €**	**2 211 624,80 €**	**2 205 441,92 €**
Déficit d'exploitation (A-B)	**1 867 190,88 €**	**2 005 383,52 €**	**2 069 675,66 €**	**1 980 750,02 €**
Aide CEJ (C)	323 895,40 €	325 313,28 €	325 313,28 €	324 840,65 €
charge nette CEJ (A-B-C)	**1 543 295,48 €**	**1 680 070,24 €**	**1 744 362,38 €**	**1 655 909,37 €**
CHARGES SEMI-DIRECTES (convention de mise à disposition)	*122 426*	*122 426*	*122 426*	**122 426**
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	*37 234*	*37 234*	*37 234*	**37 234**
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	*38 535*	*38 535*	*38 535*	**38 535**
TOTAL EVALUATION	**1 741 491**	**1 878 265**	**1 942 558**	**1 854 105**

KPMG
© 2018 KPMG
de cabinets in
de KPMG Inte
MG International constitué
déposées ou des marques

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Pau

Pau

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
A Petit Pas	79 329 €	82 529 €	74 629 €	78 829 €
Centre Joyeux Béarn	266 000 €	266 000 €	266 000 €	266 000 €
La Mosaique	93 247 €	78 798 €	88 945 €	86 997 €
Espace pour la petite enfance	72 340 €	73 402 €	67 025 €	70 922 €
La Pépinière	*525 216 €*	*525 216 €*	525 216 €	525 216 €
Au service de l'Enfance (Cfa)	219 643 €	210 857 €	206 640 €	212 380 €
LAEP (4)	48 903 €	47 093 €	46 150 €	47 382 €
Atelier Parents en mouvements	4 410 €	4 149 €	4 066 €	4 208 €
Manifestation petite enfance-Famill	31 213 €	29 954 €	29 355 €	30 174 €
Subvention Courte-échelle (accueil u	50 600 €	49 588 €	48 590 €	49 593 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**1 390 901 €**	**1 367 586 €**	**1 356 616 €**	**1 371 701 €**
A Petit Pas	23 613 €	23 613 €	23 613 €	23 613 €
Centre Joyeux Béarn	116 173 €	116 173 €	116 173 €	116 173 €
La Mosaique	37 833 €	37 833 €	37 833 €	37 833 €
Espace pour la petite enfance	16 264 €	16 264 €	16 264 €	16 264 €
La Pépinière	59 001 €	59 001 €	59 001 €	59 001 €
LAEP (4)	19 963 €	19 854 €	19 854 €	19 890 €
CEJ pris en compte	**272 847 €**	**272 738 €**	**272 738 €**	**272 774 €**
A Petit Pas	55 716 €	58 916 €	51 016 €	55 216 €
Centre Joyeux Béarn	149 827 €	149 827 €	149 827 €	149 827 €
La Mosaique	55 414 €	40 965 €	51 112 €	49 163 €
Espace pour la petite enfance	56 076 €	57 138 €	50 761 €	54 658 €
La Pépinière	466 215 €	466 215 €	466 215 €	466 215 €
Au service de l'Enfance (Cfa)	219 643 €	210 857 €	206 640 €	212 380 €
LAEP (4)	28 940 €	27 239 €	26 296 €	27 492 €
Atelier Parents en mouvements	4 410 €	4 149 €	4 066 €	4 208 €
Manifestation petite enfance-Famill	31 213 €	29 954 €	29 355 €	30 174 €
Subvention Courte-échelle (accueil u	50 600 €	49 588 €	48 590 €	49 593 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**1 118 054 €**	**1 094 848 €**	**1 083 878 €**	**1 098 927 €**
Pépinière GIP	15 739 €	15 739 €	15 739 €	15 739 €
CHARGES SEMI-DIRECTES (convention de mise à disposition)	**15 739**	**15 739**	**15 739**	**15 739**
Pépinière GIP	38 883 €	38 883 €	38 883 €	38 883 €
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**38 883**	**38 883**	**38 883**	**38 883**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de cabinets indépendants adhérents de KPMG International de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures en Régie de Jurançon

	2016	2017	2018	Moyenne
type structure	Crèche collective	Crèche collective	Crèche collective	
nom structure	Ptits Bouchons	Ptits Bouchons	Ptits Bouchons	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Charges personnel	405 641,46 €	378 943,98 €	412 791,89 €	399 125,78 €
Achats	22 420,00 €	26 630,20 €	22 255,00 €	23 768,40 €
Services extérieurs	35 349,07 €	34 710,03 €	37 339,48 €	35 799,53 €
Autres services extérieurs	0,00 €	6 351,14 €	5 871,60 €	4 074,25 €
Impôts taxes et versements assimilés	6 712,00 €	6 500,29 €	6 729,69 €	6 647,33 €
Charges totales (A)	**470 122,53 €**	**453 135,64 €**	**484 987,66 €**	**469 415,28 €**
Recettes PS	183 489,91 €	175 163,44 €	177 219,20 €	178 624,18 €
Recettes PS MSA / ON	8 968,00 €	1 820,29 €	525,00 €	3 771,10 €
Recettes familles	88 671,00 €	74 954,12 €	79 000,00 €	80 875,04 €
Autres participation des usagers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Subvention de fct département	18 000,00 €	17 205,88 €	19 500,00 €	18 235,29 €
Produits totaux (B)	**299 128,91 €**	**269 143,73 €**	**276 244,20 €**	**281 505,61 €**
Déficit d'exploitation (A-B)	**170 993,62 €**	**183 991,91 €**	**208 743,46 €**	**187 909,66 €**
Aide CEJ (C)	72 780,80 €	72 780,80 €	72 780,80 €	72 780,80 €
charge nette CEJ (A-B-C)	**98 212,82 €**	**111 211,11 €**	**135 962,66 €**	**115 128,86 €**
CHARGES SEMI-DIRECTES (convention de mise à disposition)	*8 957*	*8 957*	*8 957*	**8 957**
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	*9 688*	*9 688*	*9 688*	**9 688**
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	*4 806*	*4 806*	*4 806*	**4 806**
TOTAL EVALUATION	**121 664**	**134 662**	**159 413**	**138 580**

KPMG
© 2018 KPM
de cabinets i
de KPMG Int
MG International constitué
déposées ou des marques

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Jurançon

Jurançon

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	14 379 €	14 125 €	12 369 €	13 624 €
123 Soleil	19 958 €	19 958 €	19 958 €	19 958 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**48 716 €**	**34 083 €**	**32 327 €**	**33 583 €**
RAM Berges du Gaves	8 529 €	9 023 €	9 715 €	9 089 €
123 Soleil	7 708 €	7 608 €	5 326 €	6 881 €
CEJ pris en compte	**24 766 €**	**16 631 €**	**15 041 €**	**15 970 €**
RAM Berges du Gaves	5 850 €	5 102 €	2 654 €	4 535 €
123 Soleil	12 250 €	12 350 €	14 632 €	13 078 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**18 100**	**17 452**	**17 286**	**17 613**
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	-	-	-	-
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	-	-	-	-
TOTAL EVALUATION	**18 100**	**17 452**	**17 286**	**17 613**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures en Régie de Mazères Lezons

	2016	2017	2018	Moyenne
type structure	Multi_accueil	Multi_accueil	Multi_accueil	
nom structure	L'AUSERON	L'AUSERON	L'AUSERON	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Charges personnel	230 203,48 €	233 210,00 €	224 136,62 €	229 183,37 €
Achats	9 422,31 €	22 947,99 €	25 742,43 €	19 370,91 €
Services extérieurs	3 204,39 €	4 220,28 €	2 012,35 €	3 145,67 €
Autres services extérieurs	1 347,58 €	1 167,63 €	1 344,27 €	1 286,49 €
Impôts taxes et versements assimilés	7 123,42 €	0,00 €	5 299,04 €	4 140,82 €
Intérêts	367,49 €	281,06 €	0,00 €	216,18 €
Charges totales (A)	**251 668,67 €**	**261 826,96 €**	**258 534,71 €**	**257 343,45 €**
Recettes PS	96 225,42 €	103 701,33 €	102 860,40 €	100 929,05 €
Recettes PS MSA / ON	2 146,90 €	0,00 €	0,00 €	715,63 €
Recettes familles	67 374,47 €	62 300,84 €	55 977,27 €	61 884,19 €
Subvention de fct département	5 500,00 €	5 500,00 €	5 500,00 €	5 500,00 €
Autres recettes	0,00 €	2 495,71 €	4 866,00 €	2 453,90 €
Produits totaux (B)	**171 246,79 €**	**173 997,88 €**	**169 203,67 €**	**171 482,78 €**
Déficit d'exploitation (A-B)	**80 421,88 €**	**87 829,08 €**	**89 331,04 €**	**85 860,67 €**
Aide CEJ (C)	47 663,76 €	47 663,76 €	47 663,76 €	47 663,76 €
charge nette CEJ (A-B-C)	**32 758,12 €**	**40 165,32 €**	**41 667,28 €**	**38 196,91 €**
CHARGES SEMI-DIRECTES (convention de mise à disposition)	*202*	*202*	*202*	**202**
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	*3 237*	*3 237*	*3 237*	**3 237**
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	*2 971*	*2 971*	*2 971*	**2 971**
TOTAL EVALUATION	**39 168**	**46 576**	**48 078**	**44 607**

KPMG
© 2018 KPM au KPMG International constitué de cabinets rques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes
Structures associatives - commune Artigueloutan

Artigueloutan

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	2 711 €	2 659 €	2 329 €	2 566 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**2 711 €**	**2 659 €**	**2 329 €**	**2 566 €**
RAM Berges du Gaves	1 606 €	1 699 €	1 829 €	1 711 €
CEJ pris en compte	**1 606 €**	**1 699 €**	**1 829 €**	**1 711 €**
RAM Berges du Gaves	1 105 €	960 €	500 €	855 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**1 105**	**960**	**500**	**855**
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**-**	**-**	**-**	**-**
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL EVALUATION	**1 105**	**960**	**500**	**855**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Gan

Gan

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	15 656 €	15 371 €	13 460 €	14 829 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**15 656 €**	**15 371 €**	**13 460 €**	**14 829 €**
RAM Berges du Gaves	9 282 €	9 819 €	10 572 €	9 891 €
CEJ pris en compte	**9 282 €**	**9 819 €**	**10 572 €**	**9 891 €**
RAM Berges du Gaves	6 374 €	5 552 €	2 888 €	4 938 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**6 374**	**5 552**	**2 888**	**4 938**
RAM Berges du Gaves	0 €	0 €	0 €	
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**-**	**-**	**-**	**-**
RAM Berges du Gaves	0 €	0 €	0 €	
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL EVALUATION	**6 374**	**5 552**	**2 888**	**4 938**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Sendets

Sendets

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	3 376 €	3 313 €	2 901 €	3 197 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**3 376 €**	**3 313 €**	**2 901 €**	**3 197 €**
RAM Berges du Gaves	2 000 €	2 116 €	2 278 €	2 132 €
CEJ pris en compte	**2 000 €**	**2 116 €**	**2 278 €**	**2 132 €**
RAM Berges du Gaves	1 376 €	1 197 €	623 €	1 065 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**1 376**	**1 197**	**623**	**1 065**
RAM Berges du Gaves	0 €	0 €	0 €	
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**-**	**-**	**-**	**-**
RAM Berges du Gaves	0 €	0 €	0 €	
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL EVALUATION	**1 376**	**1 197**	**623**	**1 065**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Ousse

Ousse

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
Crèche de l'Arche	38 449 €	38 449 €	38 449 €	38 449 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**38 449 €**	**38 449 €**	**38 449 €**	**38 449 €**
Crèche de l'Arche	14 106 €	14 106 €	14 106 €	14 106 €
CEJ pris en compte	**14 106 €**	**14 106 €**	**14 106 €**	**14 106 €**
Crèche de l'Arche	24 342 €	24 342 €	24 342 €	24 342 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**24 342**	**24 342**	**24 342**	**24 342**
Crèche de l'Arche	1 496 €	1 496 €	1 496 €	1 496 €
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**1 496**	**1 496**	**1 496**	**1 496**
Crèche de l'Arche	609 €	609 €	609 €	609 €
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**609**	**609**	**609**	**609**
TOTAL EVALUATION	**26 447**	**26 447**	**26 447**	**26 447**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Lée

Lée	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	2 486 €	2 439 €	2 136 €	2 354 €
Crèche de l'Arche	25 077 €	25 077 €	25 077 €	25 077 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**27 563 €**	**27 516 €**	**27 213 €**	**27 431 €**
RAM Berges du Gaves	1 473 €	1 558 €	1 678 €	1 569 €
Crèche de l'Arche	9 200 €	9 200 €	9 200 €	9 200 €
CEJ pris en compte	**10 673 €**	**10 758 €**	**10 878 €**	**10 770 €**
RAM Berges du Gaves	1 013 €	881 €	458 €	784 €
Crèche de l'Arche	15 876 €	15 876 €	15 876 €	15 876 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**16 890**	**16 757**	**16 335**	**16 661**
Crèche de l'Arche	976 €	976 €	976 €	976 €
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**976**	**976**	**976**	**976**
Crèche de l'Arche	397 €	397 €	397 €	397 €
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**397**	**397**	**397**	**397**
TOTAL EVALUATION	**18 262**	**18 130**	**17 708**	**18 033**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Bizanos

Bizanos

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	9 562 €	9 391 €	8 224 €	9 059 €
Crèche de l'Arche	96 214 €	96 214 €	96 214 €	96 214 €
Ronde des Oussons		35 771 €	71 632 €	53 702 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**105 776 €**	**141 376 €**	**176 070 €**	**158 975 €**
RAM Berges du Gaves	5 671 €	5 999 €	6 459 €	6 043 €
Crèche de l'Arche	35 300 €	35 300 €	35 300 €	35 300 €
Ronde des Oussons		10 914 €	51 937 €	31 425 €
CEJ pris en compte	**40 971 €**	**52 213 €**	**93 696 €**	**72 768 €**
RAM Berges du Gaves	3 891 €	3 392 €	1 765 €	3 016 €
Crèche de l'Arche	60 914 €	60 914 €	60 914 €	60 914 €
Ronde des Oussons		24 857 €	19 695 €	22 276 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**64 805**	**89 163**	**82 374**	**86 206**
Crèche de l'Arche	5 888 €	5 888 €	5 888 €	5 888 €
CHARGES SEMI-DIRECTES (convention de mise à disposition)	**5 888**	**5 888**	**5 888**	**5 888**
RAM Berges du Gaves	0 €	0 €	0 €	0 €
Crèche de l'Arche	3 743 €	3 743 €	3 743 €	3 743 €
Ronde des Oussons	0 €	0 €	0 €	0 €
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**3 743**	**3 743**	**3 743**	**3 743**
Crèche de l'Arche	1 524 €	1 524 €	1 524 €	1 524 €
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**1 524**	**1 524**	**1 524**	**1 524**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Détail des évaluations des charges directes Structures associatives - commune Idron

Idron

	2 016	2 017	2 018	Moyenne
RAM Berges du Gaves	12 650 €	12 423 €	10 878 €	11 984 €
Crèche de l'Arche	94 790 €	94 790 €	94 790 €	94 790 €
Ronde des Oussons		11 924 €	23 877 €	17 901 €
CHARGES DIRECTES AVANT CEJ	**107 440 €**	**119 137 €**	**129 545 €**	**124 674 €**
RAM Berges du Gaves	7 501 €	7 936 €	8 544 €	7 994 €
Crèche de l'Arche	34 777 €	34 777 €	34 777 €	34 777 €
Ronde des Oussons		3 638 €	17 312 €	10 475 €
CEJ pris en compte	**42 279 €**	**46 351 €**	**60 634 €**	**53 246 €**
RAM Berges du Gaves	5 149 €	4 487 €	2 334 €	3 990 €
Crèche de l'Arche	60 012 €	60 012 €	60 012 €	60 012 €
Ronde des Oussons		8 286 €	6 565 €	7 425 €
CHARGES DIRECTES APRES CEJ	**65 161**	**72 785**	**68 911**	**71 428**
Crèche de l'Arche	3 688 €	3 688 €	3 688 €	3 688 €
CHARGES ANNUALISEES DE RENOUVELLEMENT DES BIENS	**3 688**	**3 688**	**3 688**	**3 688**
Crèche de l'Arche	1 501 €	1 501 €	1 501 €	1 501 €
50% CHARGES GESTION PROJETEES SUR STRUCTURES EN REGIES	**1 501**	**1 501**	**1 501**	**1 501**
TOTAL EVALUATION	**70 350**	**77 974**	**74 100**	**76 616**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges d'investissement
Calcul d'un amortissement financier

Etabli à partir de l'inventaire des biens « petite enfance » de la ville de Pau

Valeur d'acquisition biens petite Enfance (Etat de l'actif)	4CM	Centre Social Hameau	Pépinière GIP	Rive Gauche	Saint Basil's	Saint Vincent	Total général	durée de vie
Travaux Bâtis	43 114 €		1 048 591 €	598 405 €	351 486 €	2 035 701 €	**4 077 296 €**	
Aménagements extérieurs						23 110 €	**23 110 €**	10
Aménagements intérieur	4 071 €		455 421 €	37 967 €	126 518 €	854 €	**624 831 €**	10
Equipements informatiques		8 700 €			2 635 €	13 997 €	**25 332 €**	5
Equipements intérieurs (r	28 633 €	27 551 €	9 712 €	13 975 €	24 101 €	104 859 €	**208 830 €**	10
Véhicule léger		3 100 €					**3 100 €**	10
Total général	**75 817**	**39 351**	**1 513 723**	**650 347**	**504 740**	**2 178 521**	**4 962 499**	

Evaluation retenue nette FCTVA	4CM	Centre Social Hameau	Pépinière GIP	Rive Gauche	Saint Basil's	Saint Vincent	Total général	Total général HORS GIP
Travaux Bâtis								
Aménagements extérieur	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 932 €	**1 932 €**	**1 932 €**
Aménagements intérieur	340 €	0 €	38 071 €	3 174 €	10 576 €	71 €	**52 233 €**	**14 162 €**
Equipements informatiqu	0 €	1 455 €	0 €	0 €	441 €	2 340 €	**4 235 €**	**4 235 €**
Equipements intérieurs (r	2 394 €	2 303 €	812 €	1 168 €	2 015 €	8 766 €	**17 457 €**	**16 646 €**
Véhicule léger	0 €	259 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**259 €**	**259 €**
Total général	**2 734**	**4 017**	**38 883**	**4 342**	**13 032**	**13 109**	**76 117**	**37 234**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges d'investissement
Calcul d'un amortissement financier

Etabli à partir de l'inventaire des biens « petite enfance » de la crèche de Jurançon

	A	B	C	+A-B-C
	DI	**Subventions**	**Eval FCTVA**	**Effort d'investist**
2008-2018	**477 618 €**	**146 241 €**	**79 304 €**	**252 073 €**
Moyenne				**22 916 €**
		31%		

RAPPEL AMORTISSEMENTS COMPTABLES	**3 590 €**
RAPPEL CHARGE ANNUITE DETTE 2018	**4 995 €**
RAPPEL ENCOURS DETTE AU 31/12/2018	**19 986 €**

					A	B	C	**A-B-C**	
Valeur d'acquisition des biens selon durée de vie	**5**	**10**	**15**	**30**	**Valeur amortie**	**FCTVA**	**subventions amorties durée dépenses**	**NET**	
Travaux Bâtis				366 382 €	12 213 €	2 003 €	4 875 €	5 335 €	extension+ADAP conformité accessibilité
Aménagements extérieurs		24 652 €			2 465 €	404 €		2 061 €	
Aménagements intérieurs (peintures, sols, …)		24 732 €			2 473 €	406 €		2 068 €	
Equipements informatiques	4 649 €				930 €	153 €		777 €	
Equipements intérieurs (mobilier, lave linge, chaudière, …)		57 203 €			5 720 €	938 €		4 782 €	
Total général HORS Travaux bâtis	**4 649 €**	**106 587 €**	**0 €**	**0 €**	**11 589 €**	**1 901 €**	**0 €**	**9 688 €**	
Total général AVEC Travaux bâtis	**4 649 €**	**106 587 €**	**0 €**	**366 382 €**	**23 801 €**	**3 904 €**	**4 875 €**	**15 022 €**	

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges d'investissement
Calcul d'un amortissement financier

Etabli à partir de l'inventaire des biens « petite enfance » de la crèche de Mazère

	A **Dépenses mobilier**	B **Subventions**	C **Eval FCTVA**	+A-B-C **Effort d'investist**
2008	1 181 €		194 €	987 €
2009	2 745 €		450 €	2 295 €
2010	2 236 €		367 €	1 869 €
2011	8 319 €		1 365 €	6 954 €
2012	2 919 €		479 €	2 441 €
2013	459 €		75 €	384 €
2014	4 683 €		768 €	3 915 €
2015	8 431 €		1 383 €	7 048 €
2016	3 872 €		635 €	3 237 €
2017	3 872 €		635 €	3 237 €
TOTAL	**38 717 €**	**0 €**	**6 351 €**	**32 366 €**
Moyenne		**0%**		**3 237 €**

					A	B	C	**A-B-C**
Valeur d'acquisition des biens selon durée de vie	**5**	**10**	**15**	**30**	**Valeur amortie**	**FCTVA**	**subventions amorties durée dépenses**	**NET**
Travaux Bâtis				243 200 €	8 107 €	1 330 €	5 873 €	904 €
Non distingué		38 717 €			3 872 €	635 €		3 237 €
Total général HORS Travaux bâtis	**0 €**	**38 717 €**	**0 €**	**0 €**	**3 872 €**	**635 €**	**0 €**	**3 237 €**

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges d'investissement
Calcul d'un amortissement financier

Etabli à partir de l'inventaire des biens « petite enfance » du RAM des Berges du Gave

					A	B	A-B-C
Valeur d'acquisition des biens selon durée de vie	**5**	**10**	**15**	**30**	**Valeur amortie**	**FCTVA**	**NET**
Véhicule clio		18 000 €			1 800 €	295 €	1 505 €
Equipements informatiques	4 900 €				980 €	161 €	819 €
Equipements intérieurs (mobilier, lave linge, chaudière, …)	209 €	6 969 €			739 €	121 €	618 €
Aménagements extérieurs		3 339 €			334 €	55 €	279 €
Total général	**5 109 €**	**28 309 €**	**0 €**	**0 €**	**3 853 €**	**632 €**	**3 221 €**

estimation au vu déclaration inventaire biens

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Proposition d'évaluation des charges d'investissement
Calcul d'un amortissement financier

Etabli à partir de l'inventaire des biens « petite enfance » de la crèche de l'Arche

					A	B	C	A-B-C
Valeur d'acquisition des biens selon durée de vie	**5**	**10**	**15**	**30**	**Valeur amortie**	**FCTVA**	**subventions amorties durée dépenses**	**NET**
Travaux Bâtis				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aménagements extérieurs			4 037 €		269 €	44 €	répartition non détaillée	225 €
Aménagements intérieurs (peintures, sols, …)			65 952 €		4 397 €	721 €		3 676 €
Equipements informatiques	4 126 €				825 €	135 €		690 €
Equipements intérieurs (mobilier, lave linge, chaudière, …)		124 995 €			12 499 €	2 050 €		10 449 €
Locaux modulaires			6 177 €		412 €	68 €		344 €
Petit équipement (couverts, jeux, …)		4 766 €			477 €	78 €		398 €
Travaux Bâtis				12 851 €	428 €	70 €		358 €
Total général HORS Travaux bâtis	**4 126 €**	**129 761 €**	**76 166 €**	**12 851 €**	**19 307 €**	**3 167 €**	**1 007 €**	**15 133 €**

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Par commune

Commune	Renouvel biens	% SI ARCHE	Renouvel biens
Artigueloutan			
Bizanos	11 077 €	24,73%	3 743 €
Gan			
Gelos			
Idron	3 688 €	24,37%	3 688 €
Jurançon	9 688 €		
Lée	976 €	6,45%	976 €
Lescar			
Lons			
Mazères-Lezons	6 368 €		
Ousse	1 496 €	9,88%	1 496 €
Pau	76 117 €		
Sendets			
TOTAL	109 409 €	65,43%	9 902 €
		100,00%	15 133 €

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Annexes Palais des Sports

Palais des Sports
charges de fonctionnement

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 016	2 017	2 018	Moyenne	Montant proposé	remarques sur propositions
Dépenses de fonctionnement	**316 703**	**325 558**	**342 141**	**328 134**	**328 134**	
012 Charges de personnel				*0*	***0***	**pas de personnel affecté = charges semi directes**
dont agents des espaces verts						Conv mise à dispo / éval sce 8000€
011 Charges de fonctionnement	316 703	321 167	342 141	326 670	326 670	
60611 EAU	2 804	4 424	4 777	4 001	**4 001**	moyenne
60612 GAZ	38 911	39 381	59 174	45 822	**45 822**	moyenne
60612 ELEC	45 249	44 074	58 382	49 235	**49 235**	moyenne
60632 Fourniture de petits équip	1 800	613	0	804	**804**	moyenne
6068 Fournitures	754	288	2 504	1 182	**1 182**	moyenne
611 Prestations de services	3 359	1 820	3 798	2 992	**2 992**	moyenne
61522 Entretien bâtiment	48 590	45 998	22 666	39 085	**39 085**	moyenne
6156 Maintenance	28 720	38 301	44 324	37 115	**37 115**	moyenne
6161 Assurances	18 243	18 244	18 810	18 432	**18 432**	moyenne
6188 Autres frais divers	0	0	0	0	**0**	moyenne
6228 Honoraires divers	0	0	0	0	**0**	moyenne
6262 Frais de télécom	1 344	895	778	1 006	**1 006**	moyenne
6288 Autres frais divers	0	200	0	67	**67**	moyenne
637 Impôts et taxes TF	126 929	126 929	126 929	126 929	**126 929**	dernier montant TF connu
67 Charges exceptionnelles	0	4 391	0	1 464	**1 464**	
673 Titres annulés	0	4 391	0	1 464	**1 464**	moyenne
Recettes de fonctionnement	**140 862**	**152 673**	**158 853**	**150 796**	**150 796**	
70323 Redev. d'occupation	15 460	15 729	12 690	14 627	**14 627**	moyenne
70631 Redev. e services à caractère s	69 622	24 173	18 720	37 505	**37 505**	moyenne
752 Revenu des immeubles	51 919	112 771	127 443	97 377	**97 377**	moyenne
773 Mandats annulés	3 861	0	0	1 287	**1 287**	moyenne
7788 Produits exceptionnels					**0**	remb sinistre non pris en compte
Charges nettes de fonctionnement	**-175 841**	**-172 885**	**-183 288**	**-177 338**	**-177 338**	

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Palais des Sports
Détail charges de renouvellement des biens

METHODE ETAT INVENTAIRE

Montants HT

	21318 autres batiments publics	2135 Instal., agenc. et aménagement	2158 autre mat et outillages	2128 autres agencements et aménagements	2188 autres	21533 Réseaux cablés		
1 996	9 580 864						**9 580 864**	Construction non évaluée
1 998		13 787					**13 787**	
1 999	105 878	637					**106 515**	
2 000		63 069					**63 069**	
2 001		1 243					**1 243**	
2 002	3 133	31 552					**34 686**	
2 003		6 955				6 372	**13 327**	
2 004		361 853					**361 853**	
2 005		23 790					**23 790**	
2 006	10 027	435 680					**445 707**	
2 007	191 696			5 792			**197 488**	
2 008	18 172			4 081			**22 253**	
2 009	35 115						**35 115**	
2 010	261 227				1 728		**262 955**	
2 011	82 413						**82 413**	
2 012	207 961				174 994		**382 955**	
2 013	155 270						**155 270**	
2 014	280 787		6 281				**287 067**	
2 015	187 681						**187 681**	
2 016	148 623		17 826				**166 449**	
2 017	133 512		6 028				**139 540**	
2 018	250 006		7 076				**257 082**	
TOTAL	**2 071 501**	**938 567**	**37 211**	**9 873**	**176 722**	**6 372**	**3 240 247**	
durée amort	**20**	**20**	**15**	**15**	**10**	**10**		
Ch amort fi	**103 575**	**46 928**	**2 481**	**658**	**17 672**	**637**	**171 952**	

KPMG

© 2018 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.